

The background features a large, stylized Union Jack in shades of blue and white at the top, and a large, light blue Moroccan star (pentagram) below it, set against a dark blue background.

# Le Maroc, future pierre angulaire de la stratégie britannique post-Brexit en Afrique ?

## POLICY PAPER

Élaboré par **Najib Benamour**

Sous la direction de **Abdelmalek Alaoui** et **Ahmed Azirar**

Avec la participation de **Rayan Sahnoune** et **Victor Pauvert**.

**Septembre 2024**

**iMIS**

Institut marocain d'intelligence stratégique



## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>4</b>
<b>LA GRANDE BRETAGNE ET LE MAROC, DEUX ROYAUMES QUI VEULENT REMODELER LEUR PARTENARIAT HISTORIQUE</b>	<b>5</b>
<b>1. LES CONSÉQUENCES DU BREXIT SUR LES PARAMÈTRES ÉCONOMIQUES BRITANNIQUES : UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR LE MAROC ET POUR L'AFRIQUE</b>	<b>7</b>
<b>2. QUELLE PLACE POUR LE MAROC DANS LA NOUVELLE VISION POST-BREXIT DU ROYAUME-UNI ?</b>	<b>14</b>
<b>3. 10 RECOMMANDATIONS POUR UNE RELATION PLUS ÉTROITE ET BÉNÉFIQUE ENTRE LES DEUX ROYAUMES</b>	<b>18</b>
Un préalable : harmoniser les règles d'échange entre les deux Royaumes	19
Éliminer progressivement les tarifs et quotas douaniers	20
Investir dans la construction d'une masse critique dans les services	21
Approfondir la collaboration bilatérale dans le secteur des énergies renouvelables	22
Développer les zones économiques spéciales (ZES) au Maroc	23
Diversifier les routes commerciales	24
Intensifier les investissements dans les provinces du Sud	25
Actionner une collaboration stratégique dans le secteur de la santé	27
Renforcer les ponts dans le domaine éducatif	28
Intensifier la coopération militaire et sécuritaire	29
<b>CONCLUSION : QUELLE COMMUNAUTÉ DE DESTINS ENTRE LES DEUX ROYAUMES ?</b>	<b>30</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>31</b>

## Résumé exécutif

La relation bilatérale qui unit le Royaume-Uni et le Royaume du Maroc s'inscrit sur le temps long, historiquement fondée sur des accords commerciaux. Depuis l'intégration de la Grande Bretagne dans l'Union Européenne (UE) en 1973, son commerce extérieur a mobilisé les atouts offerts par le marché unique, rendant les britanniques de plus en plus dépendants des fournisseurs et des débouchés des pays membres de l'UE. Désormais pays tiers de l'Union, le Royaume-Uni a engagé la nécessaire réorientation de son commerce et de ses investissements, comme en témoigne la stratégie de Global Britain esquissée par le gouvernement britannique. Il s'agit pour la Grande Bretagne de diversifier ses alliances et de déterminer de nouvelles fenêtres d'opportunités économiques et commerciales.

Partenaire commercial historique du Royaume-Uni, le Maroc dispose d'atouts critiques pour jouer un rôle de porte d'entrée pour les investissements britanniques en Afrique de l'Ouest, terre de nombreuses opportunités pour les deux Royaumes. Par sa position géographique et son rôle de nouveau "connecteur" de la mondialisation, le Royaume Chérifien peut représenter un partenaire stratégique majeur pour le Royaume-Uni.

Les bases de la nouvelle collaboration entre les deux Royaumes ont été posées par l'entrée en vigueur de l'UK-Morocco Association Agreement en janvier 2021, convention qui a très largement repris les dispositions de l'accord commercial Maroc-UE. L'accord prévoit des négociations pour une libéralisation ultérieure des échanges dans plusieurs secteurs stratégiques, dont l'agriculture, filière pour laquelle des discussions bilatérales ont été engagées en 2023.

Pour le Maroc, il s'agit de bénéficier de ce contexte pour intégrer le Royaume-Uni dans le co-développement des secteurs stratégiques définis par les Hautes Orientations Royales et la planification gouvernementale. Au-delà des préalables liés à l'harmonisation réglementaire et à l'élimination des tarifs et quotas douaniers, les recommandations de l'IMIS suivent cette logique, en listant des mesures claires pour le renforcement de la collaboration sectorielle entre les deux Royaumes. Plusieurs filières d'avenir sont particulièrement considérées, dont les services aux entreprises, les énergies renouvelables, la santé, l'éducation et l'industrie de la sécurité. Et ce, dans le but de profiter au mieux du contexte actuel, et d'exploiter l'ensemble du potentiel d'une relation rénovée entre les deux Royaumes, qui ont vocation, en suivant cette stratégie, à devenir des partenaires économiques et commerciaux de premier plan.

## La Grande Bretagne et le Maroc, deux Royaumes qui veulent remodeler leur partenariat historique

Les dernières années ont été marquées par un sursaut de volontarisme dans les relations bilatérales entre le Royaume-Uni et le Maroc, intensification incarnée par la conclusion de l'accord commercial UK-Morocco Association Agreement<sup>1</sup>, entré en vigueur en janvier 2021. Les effets de cette convention sont d'ores et déjà visibles : les échanges commerciaux bilatéraux ont en effet été estimés à 2 milliards de livres sterling pour l'année 2022<sup>2</sup>.

La relation entre les deux nations est ancrée dans le temps long, et les échanges politiques, économiques et culturels entre les nations britannique et marocaine revêtent une portée émotionnelle et historique. De fait, la dynastie Almohade fut la première à instaurer, au XIII<sup>e</sup> siècle, des relations durables avec le Royaume-Uni. Une base juridique concrète a été établie plus tardivement, au XVII<sup>e</sup> siècle, édictée par le Treaty of Friendship signé entre la Reine Elizabeth Ire et le Sultan Saadien Ahmed Al-Mansur<sup>3</sup>. Fondés sur cette entente cordiale, des traités commerciaux ont été signés en 1721 et 1760<sup>4</sup>. Ils couvraient notamment les échanges de tissu anglais contre l'importation de sucre marocain. Le partenariat s'est ensuite étendu à l'armement, aux matériaux de construction de navires pour le Royaume Uni et à la salpêtre pour le Maroc<sup>5</sup>. Des figures emblématiques de la relation bilatérale ont ainsi émergé, tel qu'Abdelwahad ibn Messaoud ibn Mohammed Anoun, l'un des premiers ambassadeurs du Maroc au Royaume-Uni en 1600, ou Mohamed Ben Haddou (1681-1682) et Abdelkader Pérez (1723, 1737), également ambassadeurs du Sultan Chérifien auprès du Roi d'Angleterre.

Sur le plan symbolique, la relation bilatérale permet au Maroc d'inspirer la littérature britannique. Un exemple emblématique de cette intersection culturelle réside dans la célèbre œuvre de William Shakespeare, Othello, The Moor(e) of Venice.

Les relations bilatérales cordiales et bénéfiques entre le Maroc et le Royaume-Uni ont perduré, y compris à l'issue de l'indépendance du Royaume Chérifien, en 1956. En témoignent les visites royales organisées dans les années 1980 : la Reine Elizabeth II s'est en effet rendue au Maroc en 1980, tandis que Feu le Roi Hassan II a été reçu à Londres en 1987 dans le cadre d'une visite d'État<sup>6</sup>.

Au cours des deux dernières décennies, la relation entre les deux pays s'est naturellement adaptée à l'évolution de leur position géopolitique. De fait, comme le soulignait l'hebdomadaire français Le Point dans sa une de juillet 2019<sup>7</sup>, le Maroc s'affirme de plus en plus comme la "nouvelle puissance" régionale, modifiant l'échelle de son ambition depuis vingt ans. Ce positionnement rénové repose sur un multilatéralisme nord-sud qui modifie le centre de gravité contemporain du Royaume Chérifien. Le Roi Mohammed VI met en effet en avant l'existence d'un "destin partagé" pour affirmer la vocation du Maroc à "s'adresser simultanément à l'Afrique à laquelle il appartient et à l'Europe, partenaire voisin et immédiat"<sup>8</sup>. En bref, le Maroc s'affirme comme le pont privilégié entre l'Europe et l'Afrique, et entend en ce sens devenir un partenaire incontournable pour les

<sup>1</sup> "Agreement Establishing and Association between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Morocco", UK Government, 26/10/2019, [Link](#)

<sup>2</sup> "Le Maroc et le Royaume-Uni tiennent la 1<sup>ère</sup> session de leur conseil d'association", Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, Royaume du Maroc, 08/12/2021, [Link](#)

<sup>3</sup> Mohamed Chtatou, "Un aperçu historique des relations entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni", [Link](#)

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Luc de Barochez, "Maroc - Mohammed VI : un anniversaire et de nouvelles ambitions", Le Point, 11/07/2019, [Link](#)

<sup>8</sup> "SM le Roi Mohammed VI a adressé, vendredi, un discours au 6<sup>ème</sup> sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA), qui se tient à Bruxelles", Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, Royaume du Maroc, 18/02/2024, [Link](#)

États européens désireux d'investir le continent. Dans ce cadre, le Royaume Chérifien a lancé une série de projets régionaux et d'initiatives pour concourir au développement des infrastructures logistiques, ainsi que la connectivité énergétique. En témoignent la centrale solaire Noor<sup>9</sup> et le projet de développement du port de Dakhla Atlantique<sup>10</sup>.

La situation britannique, quant à elle, a été bouleversée par le Brexit, qui a mis un terme à 47 années d'une relation quasi-passionnelle de l'île avec ses partenaires continentaux. A l'issue du référendum du 23 juin 2016, le Royaume-Uni s'est lancé dans un processus complexe de rupture, marqué par le triple rejet, par le parlement britannique, de l'accord de retrait négocié avec l'Union Européenne. Cinq Premiers Ministres conservateurs se succèdent depuis 2016 pour naviguer la sortie du marché unique et de l'union douanière, scellée le 31 décembre 2020. Depuis cette date, le Royaume-Uni est officiellement un pays tiers à l'Union Européenne, et subit désormais des barrières à la libre-circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux en provenance des pays de l'Union<sup>11</sup>. Ainsi, aux dires de Stephen Wall, ancien représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union Européenne, "le Royaume-Uni souffrira de la perte de son accès automatique au plus vaste marché intérieur du monde"<sup>12</sup>, et ce, malgré "la dépendance persistante du Royaume-Uni vis-à-vis du commerce avec l'UE"<sup>13</sup>. Le maintien de la position économique et géostratégique du Royaume insulaire requiert ainsi la réinvention complète de ses relations internationales, donnant naissance à l'ambition de Global Britain. Ce concept diplomatique est défini dans une note gouvernementale adressée à la Chambre des Communes en 2018, reprise par Stephen Wall : "[Le Royaume-Uni] restera ouvert, inclusif et tourné vers l'extérieur ; confiant dans sa défense des intérêts et des valeurs britanniques ; et déterminé à renforcer sa position et son influence internationales"<sup>14</sup>. Avant de préciser "Notre 'Grande Bretagne mondiale' sera présente sur la scène internationale, active partout dans le monde, avec des intérêts dépassant ses frontières, travaillant avec ses alliés et partenaires pour assurer la sécurité et la prospérité internationales dont dépendent les siennes, et poursuivra ses objectifs internationaux en coopérant avec les autres États dans chaque secteur, assurant son influence et acceptant l'influence des autres"<sup>15</sup>. En bref, la Grande Bretagne redéfinit les paramètres de son empreinte mondiale et de sa nouvelle ambition multilatérale après avoir quitté l'UE.

La réorientation de la politique étrangère du Royaume-Uni inclut notamment une révision de sa position à l'égard des pays africains, pour lesquels le gouvernement britannique a affirmé sa volonté de rénovation de ses relations avec le continent, en développant en particulier une approche stratégique de long terme basée sur un partenariat visant des bénéfices mutuels<sup>16</sup>. Cette volonté s'est illustrée par l'organisation de la première édition du sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'Investissement, en 2020. Cette plateforme d'échanges à vocation commerciale est portée par le Ministère d'État chargé des Affaires étrangères. Lors de cette édition, 27 contrats d'ampleur ont été conclus, pour un montant cumulé 6,5 milliards de livres sterling<sup>17</sup>.

Alors que le 300e anniversaire du premier traité commercial liant le Maroc et le Royaume-Uni a été célébré en 2021<sup>18</sup>, une intensification des liens commerciaux entre les deux Royaumes a été enclenchée, pour le bénéfice mutuel des deux parties. Dans ce contexte de convergence des intérêts britanno-marocains, il est plus que jamais nécessaire d'examiner les opportunités pour un partenariat bilatéral plus ambitieux et plus substantiel entre les deux nations. Quelle place pour le Maroc dans la nouvelle ambition de Global Britain ? Et quel rôle pour le Royaume Chérifien dans l'approfondissement des liens entre la Grande Bretagne et le continent africain ?

<sup>9</sup> "Projet de Noor Ouarzazate II (200 MW)", Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, Royaume du Maroc, 2016, [Link](#)

<sup>10</sup> "Nouveau port de Dakhla Atlantique au 31/10/2020", Ministère de l'Équipement et de l'Eau, Royaume du Maroc, 31/10/2020, [Link](#)

<sup>11</sup> Pervenche Berès, et Sylvie Matherat, "Introduction", Revue d'économie financière, 10/2022, [Link](#)

<sup>12</sup> Stephen Wall, "La politique étrangère britannique après le Brexit : la géographie, c'est le destin", Politique étrangère, 2020, [Link](#)

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Juliana Suess, "The UK's policy towards Africa post Brexit", Policy Center for the New South, 05/2019, [Link](#)

<sup>17</sup> "UK-AIS Commercial Deals", Department for International Trade and Department for International Development, UK Government, 20/01/2020, [Link](#)

<sup>18</sup> "300 Year Anniversary of the first UK-Morocco Treaty", British Council Morocco, 2021, [Link](#)

**01**

**LES CONSÉQUENCES  
DU BREXIT SUR  
LES PARAMÈTRES  
ÉCONOMIQUES  
BRITANNIQUES : UNE  
OPPORTUNITÉ À SAISIR  
POUR LE MAROC ET POUR  
L'AFRIQUE**



## Une situation de stagflation accentuée par les effets du Brexit

Les conséquences du Brexit, couplées aux différentes crises dont la pandémie mondiale, ont eu un impact significatif sur le produit intérieur brut (PIB) britannique, entre une récession marquée et une croissance en stagnation.

En novembre 2023, l'Institut National britannique de Recherches Économiques et Sociales (NIESR), un organisme indépendant du gouvernement, a estimé l'impact du Brexit sur le PIB dans une fourchette de 2 à 3% à date et de 5 à 6% d'ici 2035<sup>19</sup>. Plus récemment, en janvier 2024, le maire travailliste de Londres Sadiq Khan, estimait pour sa part que le retrait de la Grande Bretagne de l'UE a représenté un coût supplémentaire de 140 milliards de livres, soit 162,75 milliards d'euros par an, ou 6% de l'économie britannique, et que le déficit public devrait de ce fait, atteindre 10% d'ici 2035<sup>20</sup>. Conformément à ces prévisions, le PIB britannique s'est contracté durant les deux derniers trimestres de 2023. Selon l'Office National des Statistiques (ONS), institut public de recherche économique, le PIB outre-Manche a reculé de 0,3% au dernier trimestre 2023, et de 0,1% au cours du troisième trimestre<sup>21</sup>. De fait, le Royaume-Uni est dans une situation de récession "technique", définie notamment par l'Institut National français de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)<sup>22</sup>, comme la succession de deux trimestres consécutifs de recul du PIB. Toutefois, les analyses divergent. Aux dires du courtier Nicholas Hyett, expert pour le cabinet Wealth Club, le plus important gestionnaire de fortune britannique, cette récession serait modérée et des mesures de politiques publiques devraient être prises pour en atténuer les effets<sup>23</sup>. Les chiffres de l'ONS et du Fonds Monétaire International (FMI)<sup>24</sup> ne vont pourtant pas dans ce sens. Ces institutions estiment que la récession serait plus profonde et durable que ce qu'en montrent les chiffres globaux sur le PIB réel. En effet, en extrapolant la tendance de croissance du PIB observée entre 2009 et 2019 pour calculer le PIB potentiel pour l'année 2023, le niveau de PIB réel constaté en fin d'année se situe 6,1% en dessous du niveau tendanciel. Dernière statistique préoccupante pour le pays : en 2022, le déficit commercial britannique s'est creusé de 85 à 108 milliards de livres sterling<sup>25</sup>.

Au-delà des variations conjoncturelles de la richesse produite, le Royaume connaît une crise plus profonde. En termes de PIB par habitant, le Royaume-Uni vient de connaître sept trimestres consécutifs de baisse ou de stagnation<sup>26</sup>. Au total, depuis le deuxième trimestre 2022, le PIB a reculé de 1,5%. Il s'agit de la plus longue série de baisse de cet indicateur depuis sa première mesure en 1955. Deuxième indice qui montre que la crise est structurelle : l'écart par rapport à la tendance préalable à la crise sanitaire, détaillé plus haut. Cet écart se constate dans la plupart des économies européennes du fait de la crise sanitaire, mais est particulièrement important au Royaume-Uni. Plus précisément, les trois grands secteurs de l'économie affichent un recul à chaque trimestre : les services connaissent un troisième trimestre consécutif de baisse, tandis que l'industrie et la construction figurent parmi les filières les plus affectées par ce contexte de crises multiples<sup>27</sup>. Le Brexit fait partie des facteurs explicatifs de cette crise de long terme. En effet, selon le dernier rapport de Cambridge Econometrics<sup>28</sup>, le Brexit devrait entraîner une baisse de la croissance économique annuelle en Grande Bretagne de 0,4 point jusqu'en 2035.

Qu'il s'agisse d'une récession modérée ou d'une stagnation durable, de nombreux observateurs s'attendaient à une politique monétaire de relance de la part de la Banque d'Angleterre (BoE)<sup>29</sup>. Aujourd'hui, avec des taux directeurs à 5,25%, la BoE affiche des taux réels de 0,75%<sup>30</sup> qui restent relativement modérés. La priorité de la banque centrale britannique reste ainsi la contention de l'inflation, qui demeure relativement forte au regard de

<sup>19</sup> David Milliken, Lina Golovnya, Kate Entringer,, "Le Brexit coûte au Royaume-Uni plus de 160 milliards d'euros par an, selon Khan", Reuters & Challenges, 11/01/2024, [Link](#)

<sup>20</sup> Ibid.

<sup>21</sup> Romaric Godin, "L'économie britannique en récession et sans perspectives", Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)

<sup>22</sup> "Récession", Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), 2024, [Link](#)

<sup>23</sup> Romaric Godin, "L'économie britannique en récession et sans perspectives", Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)

<sup>24</sup> Ibid

<sup>25</sup> Virginie Robert, "On n'évaluera pas le succès du Brexit sur le seul critère économique", Les Échos, 15/02/2023, [Link](#)

<sup>26</sup> Romaric Godin, "L'économie britannique en récession et sans perspectives", Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)

<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> "London's Economy After Brexit: Impacts and Implications", Cambridge Econometrics, 01/2024, [Link](#)

<sup>29</sup> Ingrid Feuerstein, "La Banque d'Angleterre prête à baisser ses taux dès cet été", Les Échos, 09/05/2024, [Link](#)

<sup>30</sup> Romaric Godin, "L'économie britannique en récession et sans perspectives", Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)

celle des pays voisins (4,2% en janvier 2024<sup>31</sup>). Huw Pill, chef économiste à la BoE et membre de son comité de politique monétaire, confirme cette doctrine en fixant un objectif d'inflation autour de 2%<sup>32</sup>. Des mesures continuent d'être prises en ce sens : resserrage de la politique monétaire, arrêt de l'assouplissement quantitatif, arrêt du réinvestissement des obligations arrivant à échéance, vente de titres et élévation des taux de 4 points. Les effets de ces mesures se font cependant toujours attendre. Selon M. Pill, la situation est en grande partie liée à la hausse des prix du gaz à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette situation pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, mais aussi sur la marge de manoeuvre des entreprises de transport, des restaurants, et autres professionnels particulièrement dépendants de leur approvisionnement énergétique<sup>33</sup>.

Si le Royaume-Uni se situe indéniablement dans une phrase de stagflation, il n'y a pas dans ce domaine d'exception britannique liée au Brexit, mais un affaiblissement global de la capacité de croissance du capitalisme occidental auquel la Grande Bretagne n'échappe pas. Comme explicité plus haut, le Brexit a des conséquences de plus long terme sur l'économie britannique, qui affectent durablement le pays, au moins jusqu'en 2035.

## Impact sur les ménages et les entreprises

Bien avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les ménages britanniques ont été contraints dans leurs habitudes de consommation du fait du Brexit. Les ménages les plus modestes ont ainsi été réduits à limiter leur consommation au minimum vital. En décembre 2023, malgré la période de fêtes, les ventes au détail ont reculé de 2,4% en volume, du jamais-vu depuis la crise sanitaire<sup>34</sup>. Et le volume de ventes en décembre 2023 était 4,8% inférieur à celui enregistré en février 2020<sup>35</sup>. Dans le détail, la consommation de services diminue particulièrement, et connaît le report de services non-essentiels vers des prestations liées à l'éducation et à la santé. Cette baisse de la consommation est certes liée à l'inflation, mais également à la baisse généralisée des salaires. Les salaires réels ont en effet reculé d'octobre 2021 à juin 2023, avec une baisse de plus de 2% sur l'année 2022<sup>36</sup>.

Par ailleurs, selon un rapport publié par le Centre for Economic Performance de la London School of Economics<sup>37</sup>, le Brexit a accru en moyenne de 250 livres, soit 295 euros, la facture d'alimentation des ménages britanniques entre décembre 2019 et mars 2023, soit un montant global de 6,9 milliards de livres, ou plus de 8,1 milliards d'euros<sup>38</sup>. Et ce, sans compter les effets de l'inflation, à la hausse depuis 2022.

Le profit cumulé des entreprises britanniques a reculé de 2,1% sur le dernier trimestre de 2023<sup>39</sup>, pour le troisième trimestre consécutif. Une chute en grande partie due au recul de productivité du travail, en baisse de 0,6% sur l'année 2023<sup>40</sup>. Certes, sur un an, le taux d'emploi est en légère baisse - de 75,2% à 75% de la population en âge de travailler -, mais le taux de chômage est resté stable, à 3,8%<sup>41</sup>.

Pour ce qui est des entreprises, le Brexit est en grande partie responsable de la disparition de certains profits: de nombreuses start-ups britanniques, notamment dans le secteur de la FinTech, ont opté pour une cotation au Nasdaq, à New York. Ainsi, le Royaume-Uni a subi l'exode vers Wall Street de plusieurs grands noms, dont Arm et CRH<sup>42</sup>. La sortie de l'UE a également été responsable d'une chute du nombre d'emplois au Royaume-Uni, notamment dans certains secteurs stratégiques : 7 000 emplois financiers ont été délocalisés à cause du

<sup>31</sup> Ibid.

<sup>32</sup> Mathilde Farine. "Huw Pill, de la Banque d'Angleterre: "Notre système bancaire est solide"", Le Temps, 03/04/2023, [Link](#)

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> Romaric Godin, "L'économie britannique en récession et sans perspectives", Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)

<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> Jan David Bakker, Nikhil Datta, Richard Davies, Josh De Lyon, "Brexit and Consumer food prices", Centre for Economic Performance, 2023, [Link](#)

<sup>38</sup> Ibid.

<sup>39</sup> Romaric Godin, "L'économie britannique en récession et sans perspectives", Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> Pervenche Berès, et Sylvie Matherat, "Introduction", Revue d'économie financière, 10/2022, [Link](#)

<sup>42</sup> "L'exode se poursuit à la bourse de Londres", L'Écho, 06/03/2024, [Link](#)

Brexit et de la perte des passeports permettant automatiquement aux entreprises britanniques d'exercer dans l'UE<sup>43</sup>. L'industrie manufacturière, qui représentait 9% du PIB en 2021<sup>44</sup>, a également été particulièrement touchée. Depuis 2016, le nombre de voitures fabriquées au Royaume-Uni a été divisé par deux (750 000 en 2022 contre plus de 1,7 million en 2016)<sup>45</sup>. Concrètement, Honda a fermé son usine de Swindon en juillet 2021<sup>46</sup> et BMW a annoncé, en octobre 2022, l'arrêt de la production de sa Mini électrique à Oxford pour la délocaliser en Chine<sup>47</sup>. Dans un autre domaine, Tata Steel, filiale du groupe indien Tata, a annoncé la fermeture prochaine de ses hauts-fourneaux au Royaume-Uni<sup>48</sup>. Pour le sidérurgiste, l'un des leaders européens de l'acier, cette démarche résulte de la hausse des coûts de l'énergie et de sa transformation pour décarboner l'entreprise. Près de 2 800 emplois sont en jeu<sup>49</sup>. Le Royaume-Uni reste malgré cela le neuvième plus grand pays manufacturier au monde. Le secteur compte 2,5 millions d'emplois, qui bénéficient d'une rémunération 12% supérieure à la moyenne des emplois dans l'économie britannique<sup>50</sup>. Cette manne économique est donc menacée sur le long terme par les effets néfastes du Brexit.

## Évolution des exportations britanniques post-Brexit

La sortie du Royaume-Uni de l'UE s'est traduite par de nouvelles formalités aux frontières applicables dès le 1er janvier 2021, selon les modalités de l'accord commercial signé fin 2020. Or, la transition vers un statut de pays tiers pour le Royaume-Uni a coïncidé avec des chocs majeurs, tels que les restrictions sanitaires, la guerre en Ukraine et le retour de l'inflation. Il est ainsi difficile d'isoler l'impact spécifique du Brexit sur la contraction du commerce extérieur britannique. Toutefois, la sortie de l'Union Européenne est indéniablement venue compliquer l'exportation des produits britanniques vers les premiers clients du Royaume-Uni, à savoir les pays membres de l'Union.

À titre d'exemple, le secteur manufacturier représente près de la moitié des exportations britanniques, selon Make UK, l'organisation représentative de l'industrie manufacturière<sup>51</sup>. L'UE reste le premier partenaire commercial du Royaume-Uni, captant 42% des exportations et étant à l'origine de 45% de ses importations en 2021<sup>52</sup>. Après le Brexit, les contraintes réglementaires et tarifaires imposées à ces échanges se sont traduites par une baisse des exportations britanniques vers l'Europe de 22,9% dans les 15 mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'accord, selon une étude de l'université d'Aston<sup>53</sup>. La variété des produits exportés a par ailleurs diminué de 42%<sup>54</sup>.

Cependant, quelques contre-exemples permettent aux Britanniques de rester optimistes quant à leurs perspectives de développement commercial. Le cas de la relation commerciale bilatérale franco-britannique est particulier : les échanges entre la France et le Royaume-Uni ont progressé de 42%, pour atteindre 111 milliards d'euros de biens et de services échangés en 2022, selon les chiffres de la chambre de commerce franco-britannique<sup>55</sup>. L'analyse qui en est issue souligne "une performance exceptionnelle qui a vu les exportations et importations de biens et de services revenir au-dessus de leur niveau de 2019 en valeur nominale"<sup>56</sup>. La balance commerciale bilatérale est toujours excédentaire pour la France, avec 60 milliards d'euros d'exportations (+14% en 2022) et 51 milliards d'importations (+11%). L'augmentation des échanges

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> "Manufacturing and production industry", Office for National Statistics, 2021, [Link](#)

<sup>45</sup> "La production automobile britannique a atteint un pic de 17 ans", Les Échos et Reuters, 26/01/2017, [Link](#)

<sup>46</sup> Justine Pérou, "Honda a vendu son usine de Swindon au Royaume-Uni", L'Argus, 29/03/2021, [Link](#)

<sup>47</sup> Sonia Romero Ruiz, "BMW va délocaliser la production de la Mini électrique en Chine", L'Écho et Bloomberg, 15/10/2022, [Link](#)

<sup>48</sup> Ingrid Feuerstein, "Acier : Tata ferme ses hauts-fourneaux en Grande-Bretagne, 2.800 emplois en jeu", Les Échos, 19/01/2024, [Link](#)

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Chloé Goudenhoof, "Le lent déclin industriel du Royaume-Uni : la faute au laisser-faire", Le Soir, 27/03/2023, [Link](#)

<sup>51</sup> "UK Manufacturing. The facts : 2023", Make UK, 2024, [Link](#)

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> Jun Du et Oleksandr Shepotylo, "UK exports suffered £12.4bn decline in 2021, largely attributed to non-tariff measures - new research", Aston University, 14/06/2022, [Link](#)

<sup>54</sup> Chloé Goudenhoof, "Le Brexit affecte le futur pipeline d'exportation du pays", Le Soir, 24/03/2023, [Link](#)

<sup>55</sup> Sofiane Aklouf, "Avec 111 milliards d'euros d'échanges, le commerce franco-britannique atteint des sommets", BFM Business, 13/06/2023, [Link](#)

<sup>56</sup> Ibid.

bilatéraux est portée par des secteurs en croissance, dont la chimie, le transport et la boisson<sup>57</sup>. La filière énergétique a quant à elle porté l'accroissement des exportations britanniques vers la France, un effet lié à la hausse des prix et aux interruptions des centrales nucléaires françaises qui ont obligé l'Hexagone à importer de l'électricité britannique à l'été 2022. Dans le domaine des services, la finance a connu une forte progression entre 2019 et 2022, alors qu'une baisse est à constater dans les échanges de services de transport et dans le tourisme qui ne se sont pas encore pleinement remis des effets de la crise sanitaire<sup>58</sup>.

Plus généralement, en 2022, le déficit commercial britannique s'est creusé de 85 à 108 milliards de livres<sup>59</sup>. Et ce, en raison du Brexit comme des crises à répétition que connaît le Royaume-Uni depuis la pandémie. L'économie britannique a donc été clairement affaiblie, aussi bien par le Brexit que par les crises multiples dont la pandémie du Covid-19. S'il est difficile d'évaluer l'impact précis du Brexit du fait de cette succession de crises, ses conséquences sur le pouvoir d'achat, la prospérité des entreprises et le commerce extérieur du Royaume-Uni sont indéniables. Cette situation implique une inflexion de la stratégie du développement britannique et une diversification des interlocuteurs du Royaume-Uni, qui devrait davantage intégrer le Maroc et l'Afrique, pôles émergents de croissance économique.

## La nécessaire réorientation des relations internationales du Royaume-Uni : une opportunité à saisir pour le Maroc et l'Afrique ?

Avec sa sortie de l'Union Européenne, le Royaume-Uni a redéfini son approche internationale et ses nouveaux engagements, comme le détaille le plan Global Britain de 2018. L'Afrique y occupe une place prépondérante, comme si le marché du continent devait en partie se substituer à celui de l'Union Européenne. En 2019, le Royaume-Uni exportait pour 18,5 milliards de livres sterling de biens et de services à destination du continent africain, et importait d'Afrique des biens et des services pour une valeur de 16,7 milliards de livres sterling<sup>60</sup>. Toutefois, ces chiffres représentaient moins de 3% du commerce de biens et services britanniques, taux qui n'a pas augmenté entre 2019 et 2023<sup>61</sup>. Le Royaume-Uni est par ailleurs le plus grand détenteur d'actifs d'investissement en Afrique<sup>62</sup>.

La stratégie africaine prônée par le gouvernement britannique se décompose en deux volets : d'une part, un rapprochement vers des pays avec lesquels des accords étaient en négociation dans le cadre de l'Union Européenne. D'autre part, de nouvelles ambitions en Afrique de l'Ouest, où le Royaume-Uni souhaite accroître son empreinte.

## Redéfinition des accords internationaux du Royaume-Uni

La premier volet de cette nouvelle vision britannique pour l'Afrique est juridique. Il concerne le rapprochement vers les pays avec lesquels des accords étaient en négociation dans le cadre de l'UE, une conséquence directe du Brexit. En effet, les anciens accords commerciaux entre le Royaume-Uni et le continent faisaient partie d'un partenariat plus large négocié par l'intermédiaire de l'Union Européenne. Leur renégociation est donc cruciale pour maintenir les flux commerciaux, ce qui en fait une priorité pour le gouvernement britannique<sup>63</sup>. Pour atteindre cet objectif, le Royaume-Uni mise sur son plus grand atout : la City de Londres, renommée pour ses services juridiques et son secteur financier. En effet, le gouvernement britannique s'appuie sur de

<sup>57</sup> Ingrid Feuerstein, "Le commerce franco-britannique s'est redressé depuis le Brexit", Les Échos, 14/06/2023, [Link](#)

<sup>58</sup> Ibid.

<sup>59</sup> Ingrid Feuerstein, "Royaume-Uni : les statistiques officielles pourraient sous-estimer les effets du Brexit", Les Échos, 10/02/2023, [Link](#)

<sup>60</sup> Russell Taylor, "Promoting trade and business opportunities with Africa", House of Lords, 25/10/2021, [Link](#)

<sup>61</sup> Emma Ruiters et Franck Matsuert, "Reset and Revitalize: UK-Africa Trade and Investment", Tony Blair Institute for Global Change, 19/01/2024, [Link](#)

<sup>62</sup> "Rapport sur l'investissement dans le monde 2023", CNUCED, 2023, [Link](#)

<sup>63</sup> Juliana Sues, "The UK's policy towards Africa post-Brexit", Policy Center for the New South, 05/2019, [Link](#)

nouveaux engagements économiques, notamment des programmes de partage des compétences pour les services juridiques britanniques et des initiatives de lutte contre la criminalité financière pour le recouvrement de l'argent illégalement acquis, entre autres des partenariats d'innovation<sup>64</sup>. En dehors du cadre européen, seul un accord commercial liait le Royaume-Uni aux pays de l'Afrique orientale et australe, incluant Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe<sup>65</sup>. En effet, lors de sa visite au Cap en août 2018, la Première Ministre Theresa May a conclu avec l'Union douanière d'Afrique australe et du Mozambique un Accord de Partenariat Économique, applicable en cas de Brexit sans accord avec l'Union Européenne<sup>66</sup>.

Cette nouvelle stratégie comporte deux autres enjeux importants. D'une part, celui des aides au développement de l'UE. En effet, dans le cadre des accords de Cotonou, le Royaume-Uni a contribué au Fonds européen de développement (FED) et à l'aide publique au développement (APD) de l'UE. Ces accords, arrivés à leur terme en 2020, ont été remplacés par les accords de Samoa<sup>67</sup>, sans la contribution britannique. La poursuite de cet engagement multilatéral soulève plusieurs défis majeurs : bien que le Brexit offre au Royaume-Uni la possibilité d'accroître son aide au développement et d'élargir son influence de manière plus flexible, il représente également une menace pour le budget total de l'APD perçue par les pays africains.

D'autre part, le deuxième enjeu porte sur la nouvelle coopération avec d'autres acteurs sur le continent africain. L'action britannique est en effet limitée par l'inadéquation entre son économie, essentiellement fondée sur les services<sup>68</sup>, et celles des pays africains - à l'exception de l'Afrique du Sud. À titre d'exemple, le Royaume-Uni a adopté une approche collaborative avec d'autres puissances, telles que la Chine, qui est actuellement l'un des plus grands investisseurs en infrastructures du continent. Cette coopération sino-britannique comprend notamment un programme d'investissement minier d'une valeur de 10 millions de livres<sup>69</sup>.

La redéfinition des conventions présente plusieurs avantages pour les pays africains. Tout d'abord, le système tarifaire actuellement utilisé par l'Union Européenne exige l'abaissement des droits de douane sur les importations de l'UE, un système qui pourrait nuire aux marchés locaux en Afrique. Par conséquent, les nouvelles négociations avec le Royaume-Uni pourraient ainsi offrir aux pays africains l'opportunité de conclure des accords plus favorables et adaptés à leurs besoins<sup>70</sup>.

## Intérêt renouvelé pour l'Afrique de l'Ouest

La nouvelle stratégie britannique en Afrique démontre ainsi un intérêt particulier pour l'Afrique de l'Ouest, une région centrale dans les objectifs stratégiques à long terme du Royaume-Uni<sup>71</sup>. Bien que les efforts de développement du pays n'ont jamais été exclusivement liés à ses anciennes colonies ou aux membres du Commonwealth, l'engagement récent en Afrique de l'Ouest est notable et illustre la volonté de Londres d'étendre sa présence sur le continent. Ainsi, le Royaume-Uni a-t-il annoncé en 2018 l'ouverture de deux nouvelles ambassades au Tchad et au Niger, témoignant de la priorité accordée au Sahel<sup>72</sup>. Aussi, la tournée africaine du secrétaire aux Affaires étrangères Jeremy Hunt, en avril et mai 2019, a inclus des visites au Sénégal, au Ghana et au Nigéria, mettant en évidence la promesse d'un effort de développement plus accru dans les pays francophones via notamment à des formations militaires et des cours d'anglais<sup>73</sup>.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> "ESA-UK economic partnership agreement (EPA)", Department for Business & Trade and Department for International Trade, UK Government, 31/10/2022, [Link](#)

<sup>66</sup> "Joint Statement on UK, SACU and Mozambique EPA", Department for International Trade, UK Government, 29/08/2018, [Link](#)

<sup>67</sup> "Accord de Samoa : l'UE et ses États-membres signent un nouvel accord de partenariat avec les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique", Commission européenne, 15/11/2023, [Link](#)

<sup>68</sup> Landry Signé et Chelsea Johnson, "The potential of manufacturing and industrialization in Africa. Trends, opportunities, and strategies", Africa Growth Initiative, Brookings, 09/2018, [Link](#)

<sup>69</sup> Juliana Suess, "The UK's policy towards Africa post-Brexit", Policy Center for the New South, 05/2019, [Link](#)

<sup>70</sup> Niamh Gaynor, "What are the Likely Implications of Brexit for Africa", Dublin City University, 2018, [Link](#)

<sup>71</sup> Hamza M'Jahed, "Three Reasons the United Kingdom is increasing its presence in West Africa", Policy Center for the New South, 11/03/2020, [Link](#)

<sup>72</sup> "UK to open new embassies in Chad and Niger", Foreign & Commonwealth Office, UK Government, 29/08/2018, [Link](#)

<sup>73</sup> Patrick Wintour, "Jeremy Hunt hopes to burnish his and UK's credentials in Africa", The Guardian, 29/04/2019, [Link](#)

La présence croissante du Royaume-Uni en Afrique de l'Ouest s'explique principalement par des intérêts géoéconomiques et sécuritaires. En particulier, les ressources énergétiques font de cette région une plaque tournante africaine, et le Royaume-Uni entend y jouer un rôle majeur.

Sur le plan géoéconomique, le Royaume-Uni cherche à protéger ses intérêts énergétiques au Nigeria, son principal fournisseur de pétrole brut. À cet égard, la société britannique Savannah Petroleum a investi 315 millions de dollars pour acquérir et développer des actifs gaziers dans la région<sup>74</sup>. En outre, les entreprises britanniques sont impliquées dans deux autres projets prometteurs. Le premier est le projet de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) "Greater Tortue-Ahmeyim", situé à cheval sur la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, et exploité par la société British Petroleum. Ce projet devrait produire 10 millions de tonnes de GNL par an, avec un début de commercialisation prévu pour la fin 2024<sup>75</sup>. Le second projet concerne l'oléoduc Niger-Bénin, un pipeline transfrontalier de 1 980 km reliant le bassin du rift d'Agadem au Niger au terminal de Port Seme sur la côte béninoise<sup>76</sup>. Savannah Petroleum contrôle près de 50% du bassin d'Agadem, renforçant ainsi son implication dans la région. Malgré le coup d'État au Niger en 2023 qui a créé une incertitude quant à la date de début des exportations, le projet continue de progresser<sup>77</sup>.

Sur le plan sécuritaire, le Royaume-Uni finance plusieurs initiatives visant à éradiquer la piraterie dans le golfe de Guinée. Cette région revêt une importance cruciale pour le commerce pétrolier entre l'Europe et l'Afrique, et le gouvernement britannique considère la piraterie dans cette zone comme une menace majeure pour l'approvisionnement de l'île en pétrole. En effet, selon le Bureau maritime international, en 2018, un tiers de tous les incidents de piraterie et de vol en mer ont eu lieu le long des côtes ouest-africaines, principalement dans les eaux nigérianes<sup>78</sup>. Le Royaume-Uni est confronté à d'autres défis sécuritaires, dont le terrorisme. Lors de la première réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies de 2020, Mohamed Ibn Chambas, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a souligné que "le foyer géographique des attaques terroristes [...] menace de plus en plus les États côtiers d'Afrique de l'Ouest"<sup>79</sup>. Cette situation suscite des inquiétudes parmi les responsables britanniques, qui redoutent un déplacement des mouvances terroristes vers les côtes, mettant ainsi en péril leurs intérêts commerciaux. Enfin, il est nécessaire de ne pas sous-estimer l'importance de la concurrence avec la Russie, dont l'influence s'étend de plus en plus, notamment au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

<sup>74</sup> Hamza M'Jahed, "Three Reasons the United Kingdom is increasing its presence in West Africa", Policy Center for the New South, 11/03/2020, [Link](#)

<sup>75</sup> Jassim Addani, "Le Gaz de Grand Tortue Ahmeyim, une aubaine pour la Mauritanie et le Sénégal", Jeune Afrique, 25/03/2024, [Link](#)

<sup>76</sup> "Au Niger, mise en service d'un oléoduc géant vers le Bénin", Le Monde et AFP, 02/11/2023, [Link](#)

<sup>77</sup> Marion Douet, "Au Niger, le coup d'État a figé le projet pétrolier, avant que le business ne reprenne ses droits", Le Monde, 11/01/2024, [Link](#)

<sup>78</sup> "Piracy and armed robbery against ships", ICC International Maritime Bureau, 18/07/2018, [Link](#)

<sup>79</sup> "Russia Shares UN Concerns about Rising Terrorism in Africa", IDN-InDepthNews, 03/02/2020, [Link](#)

# 02

## QUELLE PLACE POUR LE MAROC DANS LA NOUVELLE VISION POST-BREXIT DU ROYAUME-UNI ?

L'Afrique de l'Ouest, comme vu précédemment, occupe un rôle pivot pour la nouvelle stratégie de Global Britain du Royaume-Uni. Le continent offre en effet des ressources énergétiques prometteuses, et rassemble des perspectives d'investissement particulièrement attractives, malgré un coût du risque, notamment en matière de financement, qui reste surévalué selon de nombreux experts, dont certains spécialistes de la Banque de France<sup>80</sup>. Dans ce cadre, le Royaume du Maroc, jouissant à la fois de la stabilité macroéconomique, institutionnelle, et d'une ouverture commerciale inédite dans la région, dispose de plusieurs atouts pour se positionner en tant qu'interface privilégiée entre le Royaume-Uni et le continent africain.

### Retour sur l'accord d'association entre le Royaume-Uni et le Maroc

Le UK-Morocco Association Agreement<sup>81</sup>, évoqué plus haut, a été conclu en 2019 et est entré en vigueur en janvier 2021. Cette convention permet de poser les bases d'un partenariat renouvelé, post-Brexit, entre les deux Royaumes. L'accord commercial vise avant tout la continuité dans la relation entre le Maroc et le Royaume-Uni, en s'inspirant pour l'essentiel de l'accord commercial préexistant entre l'UE le Maroc<sup>82</sup>, duquel le Royaume-Uni faisait automatiquement partie en tant que membre à part entière de l'Union<sup>83</sup>.

L'un des principaux objectifs de cet accord est ainsi de maintenir les relations commerciales préférentielles qui existaient entre le Maroc et le Royaume-Uni avant le Brexit. Pour ce faire, les dispositions de l'accord Maroc-UE ont été incorporées mutatis mutandis, en les adaptant aux conditions particulières du commerce bilatéral britanno-marocain<sup>84</sup>. Cette approche permet de conserver les dispositions éprouvées et efficaces, qui ont profité au commerce bilatéral avant le Brexit. Il s'agit plus généralement d'assurer la continuité des échanges en préservant les avantages tarifaires et non tarifaires pour les deux parties.

Le nouvel accord précise notamment les règles relatives à l'origine des biens échangés qui déterminent leur éligibilité aux conditions préférentielles prévues par l'accord. Par exemple, ces règles prévoient que seuls sont éligibles les produits transportés directement entre le Royaume-Uni et le Maroc, bien qu'ils puissent transiter par d'autres territoires sous certaines conditions, comme rester sous surveillance douanière et ne pas subir de transformations autres que celles visant à leur conservation. Ainsi, pour bénéficier des dispositions de l'accord, les produits originaires du Royaume-Uni ou du Maroc doivent être accompagnés de preuves d'origine, telles que le certificat de circulation EUR.1, le certificat de circulation EUR-MED, ou une déclaration sur facture. Ces certificats doivent être délivrés par les autorités douanières du pays exportateur sur demande expresse de l'entreprise exportatrice ou de son représentant légal. Les autorités douanières des deux pays sont responsables de l'application et de la vérification de ces règles<sup>85</sup>.

L'accord privilégie de surcroît le maintien d'une approche trilatérale quant aux règles d'origine, impliquant l'Union Européenne. Les parties s'engagent ainsi à respecter les conditions d'origine des produits échangés dans le cadre d'un éventuel partenariat commercial entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne. Il s'agit ainsi de garantir la continuité dans les échanges et de minimiser les conséquences du Brexit sur le commerce extérieur du Royaume-Uni comme du Maroc<sup>86</sup>. Enfin, l'accord inclut des mécanismes spécifiques de règlement des différends. Une liste de quinze arbitres devait ainsi être établie par les parties dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord. Ce mécanisme vise à assurer la résolution équitable et efficace des conflits commerciaux éventuels<sup>87</sup>.

<sup>80</sup> Michael Brei, Luc Jacolin et Alphonse Noah, "Risque de crédit et concurrence bancaire en Afrique sub-saharienne", Banque de France, 2018, [Link](#)

<sup>81</sup> "Agreement Establishing and Association between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Morocco", UK Government, 26/10/2019, [Link](#)

<sup>82</sup> "Accord Euroméditerranéen d'Association UE-Maroc", Commission Européenne, 2000, [Link](#)

<sup>83</sup> "UKFT Guide to the UK-Morocco Trade Agreement", UK Fashion and Textile Association, 2021, [Link](#)

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> Ibid.

<sup>86</sup> "Agreement Establishing and Association between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Morocco", UK Government, 26/10/2019, [Link](#)

<sup>87</sup> Ibid.

L'article 18 de l'accord prévoit par ailleurs le renforcement de la coopération entre les deux nations sur le temps long : les représentants du Royaume-Uni et du Maroc sont ainsi tenus de se rencontrer régulièrement pour négocier une libéralisation tarifaire supplémentaire pour les produits agricoles et les produits de la pêche dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'accord. Les deux parties se sont ainsi rencontrées le 16 novembre 2023 pour lancer officiellement le premier groupe de travail sur la révision tarifaire agricole, qui se réunira à nouveau en 2024<sup>88</sup>.

L'accord d'association renouvelé entre les deux Royaumes constitue ainsi une base solide et éprouvée pour développer une collaboration commerciale plus étroite et avantageuse pour les deux parties.

## Le Maroc, nouveau "connecteur" de la mondialisation ?

Le Maroc et le Royaume-Uni ont en commun une position géographique favorable pour le contrôle de l'ouest de la Méditerranée, l'un des points nodaux du commerce international, et une zone quasi-incontournable pour l'acheminement de matières premières entre l'Europe et l'Afrique. Si la façade méditerranéenne du Royaume Chérifien lui confère un accès direct au détroit de Gibraltar, il en va de même pour le Royaume-Uni via sa position ultramarine. De surcroît, le Brexit est synonyme d'une plus grande marge de manœuvre britannique sur Gibraltar, n'étant plus soumis aux règles de libre-circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux prônées par l'UE. Cette connexion privilégiée et le partage du contrôle de ce détroit stratégique font du Maroc une porte d'entrée privilégiée pour les investissements et le commerce britanniques vers l'Afrique.

Le Maroc occupe une position d'autant plus stratégique pour les intérêts britanniques que le Royaume Chérifien est perçu comme l'un des nouveaux "connecteurs" de la mondialisation<sup>89</sup>, selon l'agence d'information économique de référence Bloomberg. À ce titre, le pays est devenu une interface du commerce international bénéficiant tant d'une position géographique et logistique avantageuse que de son non-alignement dans le contexte de guerre commerciale et de rivalité géostratégique entre l'Est et l'Ouest. Plus qu'un hub du commerce international, statut de longue date du Maroc du fait de capacités portuaires et aéroportuaires avantageuses, le pays constituerait une porte d'entrée critique pour les investissements, les importations et les exportations de et vers l'Afrique.

Dans ce cadre, le port de Tanger Med peut faire office de nœud stratégique pour la collaboration commerciale entre les deux pays. Premier port sur la Méditerranée et premier port d'Afrique pour le transport de fret<sup>90</sup>, Tanger Med a traité près de 8,6 millions de conteneurs EVP (équivalent vingt pieds) sur l'année 2023, soit une augmentation de 13,4% par rapport à 2022, et une avance de quatre ans sur les objectifs fixés par les autorités marocaines pour le développement du complexe<sup>91</sup>. Dans le détail, le port a enregistré en 2022 un trafic total de 9 260 711 tonnes d'hydrocarbures manutentionnés et près de 404 007 tonnes pour le trafic de vrac solide<sup>92</sup>. Les ambitions portées par le Roi Mohammed VI, pour le développement de la logistique dans les provinces du Sud tendent à renforcer les atouts et la centralité du Maroc, comme en témoigne le projet d'aménagement du port de Dakhla Atlantique<sup>93</sup>.

L'ambition du Souverain marocain pour le Sud va plus loin : en tant que puissance la plus stable de la région, le Maroc promeut une approche globale du développement de l'Afrique de l'Ouest et de la stabilisation du Sahel. Cette stratégie se traduit par le financement d'infrastructures de santé et d'éducation, l'allègement de la dette de partenaires commerciaux du Royaume, la formation de centaines d'imams dans les pays du Sahel et, plus largement, la massification des investissements directs dans cette région d'Afrique<sup>94</sup>. Le Maroc représente

<sup>88</sup> "16 November 2023: First Working Group of the UK-Morocco Agriculture Tariff Review", Department for Business & Trade, UK Government, 18/01/2024, [Link](#)

<sup>89</sup> Enda Curran, Shawn Donnan, Maeva Cousin, Nguyen Diey Tu Uyen, Nguyen Xuan Quynh, Maciej Martewicz, Maya Averbuch, Brendan Murray, Annie Lee, Grace Sihombing et Claire Jiao, "These Five Countries Are Key Economic 'Connectors' in a Fragmenting World", Bloomberg, 02/11/2023, [Link](#)

<sup>90</sup> Samir El Ouardighi, "Fret maritime : Comment Tanger Med est devenu le 1er port de la Méditerranée", Médias24, 18/02/2021, [Link](#)

<sup>91</sup> "Bilan de l'activité portuaire en 2023 : 8,6 millions de conteneurs traités soit 95% de la capacité nominale du complexe portuaire Tanger-Med, un résultat en avance de 4 ans par rapport aux objectifs", Tanger Med Port Authority, 30/01/2024, [Link](#)

<sup>92</sup> Ibid.

<sup>93</sup> "Nouveau port de Dakhla Atlantique au 31/10/2020", Ministère de l'Équipement et de l'Eau, Royaume du Maroc, 31/10/2020, [Link](#)

<sup>94</sup> Shankar A. Singham, "Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential", Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

désormais le deuxième investisseur africain sur le continent et le premier en Afrique de l'Ouest. En dix ans, les investissements directs du Royaume sur le continent ont vu leur valeur se multiplier par huit, pour dépasser les 800 millions de dollars en 2024 . Ces investissements couvrent un large éventail de secteurs, parmi lesquels la banque, les télécommunications, l'immobilier, l'énergie, les phosphates, l'agroalimentaire, le transport et la santé . Le Royaume Chérifien investit également dans des projets d'infrastructures de grande ampleur, à l'image du gazoduc africain atlantique Nigéria-Maroc (NMGP), pour lequel les premières études de faisabilité ont d'ores et déjà été lancées.

Cette position favorable et cette feuille de route ambitieuse attestent de la capacité du Maroc de se placer en "connecteur" privilégié pour le commerce extérieur britannique et en porte d'entrée stratégique pour l'accès au marché africain.

## Les atouts du Maroc comme pivot du Global Britain

L'accord d'association britanno-marocain constitue une première étape inévitable, mais n'exploite qu'une partie du vaste potentiel de coopération entre les deux Royaumes. Comme évoqué plus haut, le Maroc dispose d'atouts certains pour devenir un relais d'influence britannique majeur en Afrique de l'Ouest. Plus qu'un simple intermédiaire ou une interface commerciale, il s'agit pour le Maroc de figurer parmi les partenaires stratégiques de premier plan d'un Royaume-Uni en pleine reconfiguration.

Outre les avantages géographiques liés au fait que les deux nations partagent le même fuseau horaire et sont reliés par des lignes aériennes directes de moins de trois heures, des synergies peuvent être stimulées filière par filière. À titre d'exemple, l'industrie agroalimentaire marocaine, par sa productivité et sa variété, constitue une piste majeure pour la substitution de certaines importations britanniques, auparavant fournies par des pays membres de l'Union Européenne . Les synergies sont également liées à la structure comparable des économies des deux Royaumes : le Maroc dispose notamment d'un secteur tertiaire très développé. Les services constituent en effet le premier pourvoyeur d'emploi de l'économie nationale en 2023, employant 5 114 000 personnes, soit 48,3% de la population active . Le Maroc se distingue également par l'attractivité de sa place financière, Casablanca Finance City, première place financière africaine selon le dernier classement Global Financial Centres Index . Des collaborations avec la City sont donc envisageables, par exemple sous forme de partage de compétences, comme l'a imaginé Londres dans sa stratégie avec d'autres places financières africaines, notamment Kigali International Financial Centre, centre financier officiel du Rwanda . Le Royaume offre également des opportunités d'investissement singulières, dont le projet Xlinks, qui ambitionne une connexion électrique à haute tension de 3,6 GW, entre la Grande Bretagne et des centrales solaires et éoliennes marocaines, pour alimenter 7 millions de foyers britanniques, soit 8% de de la demande d'électricité. Un investissement total de 25 milliards de dollars. Depuis avril 2023, le projet a attiré plusieurs actionnaires de renom dans la filière, dont Abu Dhabi National Energy Company PJSC (TAQA), Octopus Energy Group et Total Energies .

<sup>95</sup> Bachir Abdallah, "Investissement en Afrique : le Maroc dépasse le cap des 800 millions de dollars", Maroc Diplomatique, 01/02/2024, [Link](#)

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> "UK wants to make Morocco 'hub' and 'gateway' to Africa after Brexit", Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, Royaume du Maroc, 22/01/2020, [Link](#)

<sup>98</sup> "Le secteur des services, premier pourvoyeur d'emploi au Maroc", TelQuel, 19/03/2024, [Link](#)

<sup>99</sup> "The Global Financial Centres Index", Long Finance, 2023, [Link](#)

<sup>100</sup> "UK-Rwanda Business Forum", Kigali International Financial Centre, 2024, [Link](#)

<sup>101</sup> Abdelhafid Marzak, "Liaison électrique Maroc-Royaume-Uni : le projet ne sera pas abandonné (Xlinks)", Le Matin, 12/03/2024, [Link](#)

**03**

**10 RECOMMANDATIONS  
POUR UNE RELATION PLUS  
ÉTROITE ET BÉNÉFIQUE  
ENTRE LES DEUX ROYAUMES**

Les recommandations et opportunités de synergies formulées ci-après constituent des pistes pour intensifier la coopération britanno-marocaine. Ces dernières sont fondées sur différents travaux d'experts et instituts spécialisés, notamment l'Institut Britannique pour le Libre-Échange<sup>102</sup>, fondation indépendante du gouvernement engagée pour la libéralisation commerciale et la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires entre le Royaume-Uni et ses interlocuteurs internationaux. Certaines de ces pistes sont généralistes et constituent des préalables à la pleine exploitation du potentiel de coopération entre les deux pays, tandis que d'autres se consacrent à des secteurs stratégiques qui peuvent représenter des moteurs pour un partenariat renouvelé entre le Royaume-Uni et le Maroc.

### Un préalable : harmoniser les règles d'échange entre les deux Royaumes

L'harmonisation réglementaire est une étape préalable essentielle pour faciliter les échanges commerciaux entre le Maroc et le Royaume-Uni. Le Free Trade Institute<sup>103</sup> propose dans ce cadre d'éliminer les barrières réglementaires héritées de l'accord UE-Maroc qui ne protègent plus les intérêts britanniques, notamment les règles sanitaires et phytosanitaires (SPS)<sup>104</sup>. Cette démarche permettrait d'éliminer les barrières inutiles et de simplifier les procédures. Actuellement, le Maroc ne peut pas exporter ses produits de volaille au Royaume-Uni en raison de l'interdiction en vigueur, héritée du règlement de l'UE 798/2008 que le Royaume-Uni a intégré dans son droit national après le Brexit. Toutefois, la Commission Européenne<sup>105</sup> a amendé cette législation en juin 2022, autorisant l'exportation de volaille marocaine vers les pays de l'Union Européenne après avoir vérifié la conformité de ces produits aux normes sanitaires de l'Union. Par conséquent, il n'y a plus aucune justification au blocage par le Royaume-Uni de l'exportation de volaille marocaine vers son territoire.

De manière générale, il est nécessaire de réduire la complexité administrative tout en optimisant les processus de contrôle. La simplification des procédures d'importation et d'exportation est essentielle pour que les deux pays puissent bénéficier de délais et de coûts réduits. Il serait également envisageable de créer des mécanismes de consultation et de dialogue régulier entre les deux autorités pour ajuster les réglementations en fonction des évolutions des marchés. En outre, d'autres mesures de facilitation sont envisageables, comme un accès sans visa au territoire britannique pour les voyageurs d'affaires marocains, et la création d'un conseil d'affaires conjoint entre le Royaume-Uni et le Maroc pour faciliter la formation de partenariats commerciaux profitables.

Enfin, dans le but de maximiser les échanges entre le Royaume-Uni et le Maroc, il est essentiel de s'atteler à la simplification et à l'harmonisation des règles d'origine. Ces normes déterminent les produits éligibles aux préférences tarifaires accordées par les accords commerciaux. À ce sujet, la règle sur le transport direct actuellement en vigueur stipule que le régime préférentiel s'applique uniquement aux produits transportés directement entre le Maroc et le Royaume-Uni. Des dérogations à cette règle doivent être conclues pour éviter que le transit par des pays tiers n'affecte le statut d'origine des produits.

**En bref : Évaluer l'impact des barrières réglementaires héritées de l'accord d'association UE-Maroc et alléger en fonction le corpus normatif inclus dans le UK-Morocco Association Agreement.**

<sup>102</sup> Shankar A. Singham, "Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential", Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

<sup>103</sup> Ibid.

<sup>104</sup> "Comprendre l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires", Organisation Mondiale du Commerce, 05/1998, [Link](#)

<sup>105</sup> "Règlement d'exécution (UE) 2022/1040 de la Commission", Commission européenne, 29/06/2022, [Link](#)

## Éliminer progressivement les tarifs et quotas douaniers

Le Maroc, avec sa position géographique stratégique et son rôle croissant de hub commercial vers l'Afrique, est bien placé pour devenir un partenaire privilégié du Royaume-Uni. Dans ce contexte, la suppression progressive des tarifs et des quotas douaniers représente un axe central pour le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays<sup>106</sup>. En facilitant l'accès des produits marocains au marché britannique et vice versa, les deux pays pourront stimuler leur croissance économique mutuelle. Actuellement, divers produits marocains sont soumis à des barrières tarifaires lorsqu'ils entrent sur le marché britannique, ce qui limite leur compétitivité et freine les échanges bilatéraux.

Il convient en particulier d'engager une réflexion sur la suppression des tarifs et quotas sur les produits végétaux marocains qui ne concurrencent pas directement la production britannique. Il s'agit notamment des fruits et légumes exotiques tels que les mangues, les avocats, et les figues de barbarie, ainsi que des herbes et épices comme le safran, la coriandre, et la menthe<sup>107</sup>. Il n'y a pas d'équivalent de ces produits au Royaume-Uni, ce qui réduit les risques de concurrence directe avec les exploitants britanniques. Aujourd'hui, certains produits marocains font face à des barrières spécifiques. Par exemple, les exportations de tomates marocaines sont soumises à des quotas permettant l'exportation sans droit de douane jusqu'à un certain volume, après quoi des tarifs de 3,5% hors saison et de 5,7% après mai sont appliqués<sup>108</sup>. Ces quotas tarifaires, initialement destinés à protéger les agriculteurs du sud de l'Europe, n'ont plus lieu d'être depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

La suppression des tarifs et quotas sur les végétaux marocains accroîtrait la compétitivité des produits marocains, souvent moins chers, sur le marché britannique, offrant ainsi un avantage direct aux consommateurs britanniques en réduisant les prix, particulièrement pertinent dans le contexte actuel d'inflation. Par ailleurs, cette mesure stimulerait les exportations marocaines, renforçant ainsi l'économie marocaine.

Préalablement à la suppression des tarifs et quotas, une étude d'impact devrait être réalisée pour quantifier les bénéfices économiques potentiels pour les deux pays et identifier les éventuels défis à surmonter. Fondée sur les résultats de cette étude, la suppression devrait être actée produit par produit par des négociations bilatérales. Cette suppression ciblée constituerait une première étape pour consolider les relations bilatérales et aligner les intérêts économiques des deux nations dans le cadre de la stratégie Global Britain.

**En bref : Étudier les perspectives de suppression des tarifs et quotas sur les exportations de végétaux marocains à destination du Royaume-Uni et intégrer la question des végétaux aux négociations en cours pour la libéralisation des échanges agricoles bilatéraux.**

<sup>106</sup> "Guidance Trade with Morocco", Department for Business and Trade and Department for International Trade, UK Government, 01/2022, [Link](#)

<sup>107</sup> "16 November 2023: First working group of the UK-Morocco agriculture tariff review", Department for Business & Trade, UK Government, 18/01/2024, [Link](#)

<sup>108</sup> "Trade Remedies Service", UK Government, 2024, [Link](#)

## Investir dans la construction d'une masse critique dans les services

Depuis le milieu des années 2010, plusieurs institutions financières britanniques ont choisi de se désengager du continent africain pour des raisons de rentabilité et de complexité des démarches. C'est notamment le cas de Barclays, qui a cédé le contrôle de sa filiale Barclays Africa Group en 2017<sup>109</sup>. Or, dans le contexte de perte de vitesse de la finance britannique post-Brexit et d'accès désormais limité au marché européen<sup>110</sup>, les institutions financières du Royaume-Uni sont en quête de débouchés, et l'essor continu et massif du continent africain en fait une terre majeure d'opportunités.

Le Maroc peut représenter une porte d'entrée stratégique pour ces institutions en quête de renouvellement de leur implantation en Afrique. Comme évoqué précédemment, le Royaume Chérifien dispose d'un secteur tertiaire particulièrement développé, rassemblé notamment dans la métropole de Casablanca, et au sein de sa place financière, Casablanca Finance City (CFC). 48% des 202 entreprises-membres que comptait la place financière en janvier 2024 étaient des professionnels des services aux entreprises (finance, conseil, juridique, audit) dont Boston Consulting Group, Deloitte, ainsi que plusieurs des plus éminents cabinets d'avocats britanniques, dont DLA Piper et Clifford Chance<sup>111</sup>. Casablanca Finance City offre en effet un environnement particulièrement favorable au développement d'antennes marocaines ou africaines des professionnels britanniques du service aux entreprises, en les intégrant à l'écosystème d'entreprises et de sièges régionaux de multinationales installés à CFC<sup>112</sup>.

Par ailleurs, les barrières qui existaient pour l'installation d'entreprises britanniques de services au Maroc sont de moins en moins perceptibles. C'est notamment le cas de la maîtrise indispensable de l'anglais par la population marocaine : à ce sujet les progrès du Royaume sont notables, et le permettent de se classer désormais au 76e rang mondial, et au 9e rang du continent africain en matière de maîtrise de l'anglais, selon une étude réalisée par l'institution indépendante "Education First"<sup>113</sup>. Et ce, alors même que, contrairement à nombre d'États d'Afrique de l'Est, le Maroc n'inclut pas l'anglais parmi ses langues officielles. Selon le même classement, Rabat et Casablanca sont les villes marocaines dans lesquelles la maîtrise de l'anglais est la plus complète, en particulier pour les 21-25 ans<sup>114</sup>.

Il est ainsi envisageable de mobiliser CFC comme l'un des points nodaux de la coopération commerciale entre le Maroc et le Royaume-Uni, en créant les conditions de l'implantation des leaders britanniques des services aux entreprises au sein de la place financière<sup>115</sup>. Pour ce faire, les rounds de libéralisation futurs prévus par l'accord d'association Royaume-Uni-Maroc<sup>116</sup> évoqués plus haut peuvent précisément inclure des négociations spécifiques pour la finance et les services aux entreprises, en élargissant les conditions d'accès au statut CFC ou en prévoyant des conditions préférentielles pour les entreprises britanniques bénéficiant de ce statut. Les services aux entreprises constituent une force de l'économie britannique, et un besoin croissant pour le marché africain. Par une stratégie d'attraction dédiée, le Maroc pourrait pleinement assumer son rôle de "connecteur" et représenter l'interface privilégiée entre l'Afrique et le Royaume-Uni dans cette filière.

**En bref : Intégrer les services aux entreprises parmi les filières prioritaires pour la libéralisation du commerce bilatéral entre le Royaume-Uni et le Maroc et mettre en place un dispositif incitatif pour l'implantation de multinationales britanniques de services aux entreprises au Maroc.**

<sup>109</sup> Vincent Collen, "Barclays finalise la cession de sa filiale africaine à la bourse de Johannesburg", Les Échos, 02/06/2017, [Link](#)

<sup>110</sup> Louis Adjiman et Benjamin Cabot, "Les conséquences économiques du Brexit pour le Royaume-Uni", Direction générale du Trésor, République Française, 30/04/2024, [Link](#)

<sup>111</sup> "Liste des membres", Casablanca Finance City Authority, 2024, [Link](#)

<sup>112</sup> Hafid El Jai, "CFC : le coeur de la finance africaine", Le Brief, 22/10/2022, [Link](#)

<sup>113</sup> "Maîtrise de l'anglais : le Maroc au 76e rang mondial, selon une étude", TelQuel, 21/11/2023, [Link](#)

<sup>114</sup> Ibid.

<sup>115</sup> Acha Leke, "Pourquoi il faut miser sur le secteur des services en Afrique", Jeune Afrique, 07/06/2023, [Link](#)

## Approfondir la collaboration bilatérale dans le secteur des énergies renouvelables

Le Royaume-Uni et le Maroc ont des objectifs ambitieux et complémentaires en matière d'énergies renouvelables et de développement durable. Le Maroc ambitionne de produire 52% de son électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2030<sup>117</sup>, tandis que le Royaume-Uni est déterminé à atteindre le zéro émission nette en 2050<sup>118</sup>. Cette synergie crée une opportunité unique pour les deux nations de collaborer et de bénéficier mutuellement de leurs avancées respectives dans le domaine des énergies vertes.

En effet, les deux Royaumes ont mis en place un cadre réglementaire favorable à la transition énergétique. Le Royaume-Uni, avec ses politiques de soutien aux énergies renouvelables, peut fournir un environnement propice à l'importation d'énergie renouvelable marocaine. Les intérêts d'une telle collaboration sont multiples. Tout d'abord, le Maroc, grâce à son potentiel solaire et éolien, produit de l'énergie à des coûts compétitifs, ce qui pourrait permettre des économies significatives pour le Royaume-Uni. Le Maroc pourrait par ailleurs devenir exportateur net d'énergie renouvelable vers le continent européen, renforçant ainsi sa position sur le marché et contribuant à la sécurité énergétique régionale. Quant au Royaume-Uni, il pourrait diversifier et donc sécuriser son approvisionnement énergétique. Enfin, les investissements dans les infrastructures renouvelables et les projets de coopération peuvent créer des emplois, stimuler la croissance économique et promouvoir le développement durable dans les deux pays.

Le Maroc regorge d'exemples concrets de réussite dans le secteur énergétique, notamment le complexe solaire Noor à Ouarzazate<sup>119</sup>, l'un des plus grands au monde. Une association à de tels projets serait bénéfique pour le Royaume-Uni à plusieurs titres : partage de technologies avancées et de pratiques de gestion efficaces, sécurisation de l'approvisionnement en énergie solaire, amélioration de l'inventaire carbone. Le parc éolien de Tarfaya<sup>120</sup> constitue un autre exemple de l'infrastructure énergétique marocaine. Un investissement britannique dans l'extension de ce parc ou dans le développement de nouveaux projets éoliens favoriserait la diversification des sources d'énergie et l'amélioration de la résilience énergétique outre-Manche.

L'industrie automobile est également particulièrement porteuse, notamment dans le développement de la mobilité électrique. L'écosystème de fabrication automobile marocain est capable de produire plus de 700 000 véhicules par an, et devrait atteindre 1 million de véhicules par an d'ici 2025<sup>121</sup>, dont beaucoup seront des véhicules électriques. Cette expansion inclut la fabrication locale de batteries lithium-ion, à haute valeur ajoutée. De plus, le secteur automobile marocain est l'un des leaders à l'export et accueille plusieurs fabricants européens dont Renault et Stellantis<sup>122</sup>. Dans le même domaine, les réserves de phosphate du Maroc sont essentielles pour la production de batteries au lithium fer phosphate (LFP), utilisées dans les véhicules électriques. La ressource en phosphate constitue ainsi un terrain fertile de coopération, susceptible d'offrir un avantage concurrentiel à l'industrie automobile britannique.

Conformément aux Hautes Orientations Royales, le Maroc a fixé des objectifs ambitieux pour le développement de la filière hydrogène et la production d'énergie renouvelable, visant 10 gigawatts d'ici 2030. Par ailleurs, la feuille de route du Ministère marocain de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement sur l'hydrogène vert est claire. Elle vise à répondre à une demande allant jusqu'à 30 TWh d'ici 2030 et 307 TWh d'ici 2050<sup>123</sup>, nécessitant des investissements significatifs dans les sources d'énergie renouvelable. Par ailleurs, les avantages géographiques du Maroc, à travers son exposition solaire élevée et ses vents constants, en font

<sup>116</sup> "Agreement Establishing and Association between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Morocco". UK Government, 26/10/2019, [Link](#)

<sup>117</sup> "Énergies renouvelables", Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, Royaume du Maroc, 2023, [Link](#)

<sup>118</sup> "Net Zero Government Initiative", Department for Energy Security & Net Zero, UK Government, 12/2023, [Link](#)

<sup>119</sup> "Solaire", Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, Royaume du Maroc, 2024, [Link](#)

<sup>120</sup> "Parc éolien de Tarfaya (300 MW)", Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, Royaume du Maroc, 2024, [Link](#)

<sup>121</sup> "Véhicules électriques : la Team Maroc à la conquête d'un nouveau marché", Le Site Info, 29/01/2024, [Link](#)

<sup>122</sup> Alain Piveteau, "Le secteur automobile au Maroc. Manifestation locale d'une dynamique mondiale ou émergence industrielle décisive ?", Made in Maroc, Made in Monde, 10/2020, [Link](#)

<sup>123</sup> "Feuille de route Hydrogène Vert. Vecteur de la Transition Énergétique et de Croissance Durable", Ministère de la transition énergétique et du développement durable, Royaume du Maroc, 01/2021, [Link](#)

un emplacement idéal pour la production d'hydrogène vert, qui peut être utilisé dans les industries existantes telles que la production d'ammoniac et d'acier, ainsi que dans le développement de nouvelles industries vertes. Il s'agirait donc d'un partenariat unique à privilégier pour les Britanniques, pour accélérer la recherche et le développement et participer à l'effort d'investissement dans l'innovation, le développement de sites de production, d'infrastructures de transports et de stockage. Enfin, des organisations internationales comme la Banque Mondiale et l'Union Européenne soutiennent déjà les projets énergétiques au Maroc<sup>124</sup>. En collaborant avec ces institutions, le Royaume-Uni pourrait attirer davantage d'investissements pour développer des infrastructures énergétiques durables.

**En bref : Stimuler les investissements britanniques dans les secteurs stratégiques des énergies renouvelables, dont le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert.**

## Développer les zones économiques spéciales (ZES) au Maroc

Les deux Royaumes sont indéniablement en quête de synergies pour réaliser leur vision économique. D'un côté, le Maroc souhaite devenir un carrefour euro-africain. De l'autre, le Royaume-Uni cherche à étendre ses partenariats vers l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, les deux nations auraient tout intérêt à développer et élargir les Zones Économiques Spéciales (ZES) au Maroc<sup>125</sup>. Parmi ces zones franches, fonctionnant comme des enclaves économiques et fiscales, figurent notamment le port de Tanger Med, l'initiative marocaine de créer une zone de prospérité postale avec l'Union postale universelle, et la création d'une zone industrielle dédiée aux entreprises britanniques dans le sud du Maroc. Ces trois projets constituent autant d'interfaces pour permettre aux intérêts britanniques d'accéder au marché africain.

Le potentiel des ZES est immense, l'implantation des capitaux mondiaux est de plus en plus déterminée par la mise en concurrence des cadres réglementaires nationaux. Il a par ailleurs été prouvé que l'attraction d'investissements dans ces conditions est particulièrement propice au développement d'une activité économique dynamique<sup>126</sup>. Ces ZES constituent donc un atout indéniable pour attirer les investissements étrangers, stimuler la croissance économique, réduire le chômage et améliorer les infrastructures locales. L'élargissement et la création de nouvelles ZES doit ainsi permettre de créer des nœuds stratégiques sur les routes commerciales en développement. Il s'agit notamment de développer une alternative à l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie en Afrique, conformément aux recommandations du G7<sup>127</sup>, dont le Royaume-Uni fait partie.

L'exploitation et l'extension des zones économiques spéciales existantes constituent un horizon porteur à court terme. Par exemple, Tanger Med, plaque tournante logistique majeure, s'étend sur plus de 500 Ha de zones d'activités économiques, et abrite plus de 1200 entreprises<sup>128</sup>. L'extension de cette zone pourrait inclure des services permettant de faciliter l'implantation des entreprises britanniques, pour stimuler l'attractivité de la zone. Par ailleurs, dans le cadre du projet de zone de prospérité postale au Maroc, un partenariat entre le gouvernement britannique et l'Union postale universelle (UPU)<sup>129</sup> est envisageable. Cette institution des Nations Unies coordonne les politiques postales de ses 192 pays membres, et œuvre à la création de voies postales fiables en connectant des zones de prospérité postale, plateformes logistiques modernes et sécurisées. Ce projet, dont le Maroc est le premier pilote d'essai, doit renforcer sa position en tant que plaque

<sup>124</sup> Eleanor Butler, "Le Maroc mise sur l'hydrogène vert pour sa transition écologique", Euronews, 13/03/2024, [Link](#)

<sup>125</sup> Shankar A. Singham, "Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential", Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

<sup>126</sup> Ibid.

<sup>127</sup> Ibid.

<sup>128</sup> "La plateforme industrielle Tanger Med se classe 2ème zone économique spéciale dans le monde", Tanger Med Special Agency, 2020, [Link](#)

<sup>129</sup> Shankar A. Singham, "Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential", Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

tournante du commerce mondial. Pour le Royaume-Uni, intégrer cette zone dans ses routes commerciales permettrait d'optimiser ses chaînes d'approvisionnement.

Sur le plus long terme, la création d'une zone industrielle dans le sud du Maroc consacrée en partie aux entreprises britanniques est envisageable, afin de compléter les deux autres ZES existantes (Tanger Med et UPU)<sup>130</sup>. Cette zone serait stratégiquement positionnée pour offrir aux entreprises britanniques un accès facile aux marchés ouest-africains, et disposerait de plusieurs atouts dont des exonérations fiscales temporaires, des réductions de droits de douane, et des procédures douanières simplifiées. De plus, la zone garantirait la protection des droits de propriété et proposerait un cadre réglementaire compétitif pour attirer les investisseurs. Il s'agit par ailleurs de créer une synergie avec le développement des infrastructures du port de Dakhla Atlantique, pour faire de cette zone une plateforme logistique aux meilleurs standards internationaux, afin de maximiser l'efficacité du transport et réduire les coûts logistiques.

En investissant dans des infrastructures modernes, des technologies de pointe et des programmes de formation, le Maroc peut devenir un leader régional et mondial dans le développement de ZES, qui ont vocation à intensifier les échanges commerciaux et à stimuler la croissance économique locale. L'engagement du Royaume-Uni dans le développement de ces zones permettrait à terme de renforcer la collaboration commerciale bilatérale avec le Royaume Chérifien.

**En bref : Capitaliser sur les synergies commerciales potentielles entre les deux Royaumes en exploitant et en étendant en commun les ZES existantes, tout en créant une zone industrielle dans le sud du Maroc consacrée aux entreprises britanniques.**

## Diversifier les routes commerciales

Clés du système globalisé, les routes commerciales occupent une place centrale dans les intérêts stratégiques du Maroc et du Royaume-Uni. Elles sont essentielles pour positionner le Maroc en tant que "connecteur" intercontinental et pour permettre au Global Britain de s'étendre en Afrique de l'Ouest. Le Maroc et le Royaume-Uni doivent collaborer pour établir de nouveaux corridors de transport à la pointe de la technologie, afin de renforcer la résilience de leurs échanges et de mieux connecter les entreprises britanniques aux réseaux logistiques trans-africains.

À ce titre, une opportunité d'investissement réside dans la construction d'un corridor reliant le port de Tanger Med à Lagos, au Nigeria, via des axes traversant plusieurs pays africains. Cette route commerciale présente le potentiel pour devenir une artère vitale pour le transport de biens et de services à travers l'Afrique de l'Ouest, facilitant ainsi les échanges entre le Royaume-Uni, le Maroc et plusieurs nations africaines. Cet axe a vocation à suivre le tracé du projet de gazoduc de plus de 5 700 km censé relier le Maroc et le Nigéria<sup>131</sup>. La route commerciale pourrait donc intégrer ce projet pour stimuler des synergies et générer des économies d'échelle dans le développement des infrastructures nécessaires. Divers modes de transport sont envisageables pour concrétiser cette route commerciale, dont les routes, les chemins de fer et le transport maritime. Et ce, en encourageant l'intermodalité que permettent les infrastructures des ports de Tanger, Casablanca et Dakhla. Il s'agit par ailleurs de réduire les risques de blocages dans une région instable, tout en diminuant les coûts de transport, de transbordement, et les délais de livraison, rendant le commerce plus fluide et efficace. Cette initiative permettrait également une meilleure implantation d'entreprises marocaines et britanniques dans

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> "Gazoduc Nigeria-Maroc : la première phase d'investigation topographique lancée", Médias24, 13/05/2024, [Link](#)

les pays africains traversés par ces corridors, favorisant le développement économique local et la création d'emplois.

Dans le même domaine, l'Institute of Free Trade propose un concept de corridor commercial digital (DTC)<sup>132</sup>, actuellement en phase d'expérimentation le long du Central Corridor entre Dublin et Holyhead. Ces routes digitales peuvent être adaptées au commerce entre le Maroc et le Royaume-Uni, y compris sur le Western Corridor. Les DTC accélèrent les flux commerciaux en simplifiant les processus douaniers pour les commerçants. Les réseaux de commerçants de confiance sont mieux utilisés, ce qui est essentiel pour que les autorités douanières puissent se focaliser sur les transactions moins connues et accorder davantage de souplesse aux commerçants de confiance. Lars Karlsson, Chef de la division douanière pour le groupe Maersk, explique que les DTC peuvent connecter des flux commerciaux de confiance sur des routes prédéfinies avec des points d'entrée et de sortie convenus, tout en reliant ces flux à des zones sûres comme les zones franches. Parmi les projets DTC les plus porteurs, figurent le Rijeka Gateway en Croatie, et Tanger Med, qui connectent l'Asie avec le Royaume-Uni, Gibraltar, et l'UE<sup>133</sup>. En connectant ces hubs, le Maroc pourrait bénéficier grandement de ces super-autoroutes commerciales.

**En bref : Lancer une collaboration multilatérale incluant le Royaume-Uni pour la préfiguration d'une route commerciale multimodale Maroc-Nigéria, intégrant le projet de gazoduc NMGP, et contribuer en commun au développement d'un corridor commercial digital sur cette nouvelle route stratégique.**

## Intensifier les investissements dans les provinces du Sud

Le potentiel du Sahara est décuplé par rapport aux opportunités qu'offre le reste du Maroc, en ce qu'il n'a pour l'heure été exploité qu'en surface, du fait notamment du retrait historique des investisseurs internationaux de la zone<sup>134</sup>. Catalyseur d'opportunités, le Royaume du Maroc a initié en 2013 le Nouveau Modèle de Développement des Provinces du Sud<sup>135</sup>, conformément aux Hautes Orientations Royales. Disposant d'un budget substantiel de 8 milliards de dollars, ce plan vise à transformer le paysage socio-économique de la région en contribuant à l'accroissement de son PIB de 988 millions de dollars en 2015 à 2,2 milliards de dollars d'ici à 2025<sup>136</sup>. Dès 2020, la commission régionale d'investissement de Dakhla-Oued Eddahab a recensé 14 milliards de dirhams, soit 1,3 milliard d'euros, d'intentions d'investissement<sup>137</sup>. Le Royaume-Uni, en s'associant à ce développement stratégique, peut non seulement favoriser la croissance économique locale, mais aussi renforcer ses propres intérêts, en se garantissant une base arrière et une porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest. Les investissements internationaux en forte croissance témoignent en effet de la position stratégique du Sahara, notamment en matière énergétique. Par exemple, la France a donné le 31 mars 2024 son feu vert pour des investissements dans le Sahara<sup>138</sup>. Et ce, malgré les tensions diplomatiques franco-marocaines quant à la reconnaissance de la marocanité du Sahara. L'engagement des États-Unis est encore plus significatif depuis les Accords d'Abraham<sup>139</sup>.

<sup>132</sup> Shankar A. Singham, "Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential", Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

<sup>133</sup> Ibid.

<sup>134</sup> Hassan Benadad, "Par des investissements, les Américains renforcent leur reconnaissance de la marocanité du Sahara", Le 360, [Link](#)

<sup>135</sup> "Nouveau modèle de développement pour les provinces du Sud", Conseil Économique, Social et Environnemental, 10/2013, [Link](#)

<sup>136</sup> Henri-Louis Vedie, "Le Nouveau Modèle de Développement des provinces du Sud : des réalisations à un rythme soutenu atteignant les objectifs fixés", Policy Center for the New South, 24/03/2023, [Link](#)

<sup>137</sup> Ibid.

<sup>138</sup> Malik Ben Salem, "Géopolitique. Des investissements français au Sahara occidental ? Le Maroc jubile", Courrier International, 10/04/2024, [Link](#)

<sup>139</sup> El Mehdi Berrada, "Maroc-Israël : Dakhla, paré pour l'afflux de business américain", Jeune Afrique, 28/01/2021, [Link](#)

Les atouts du Sahara sont en effet multiples et peuvent servir les intérêts stratégiques du Royaume-Uni. À titre d'exemple, le futur port Dakhla Atlantique, un projet à plus de 10 milliards de dirhams, représente une nouvelle porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'une plateforme logistique moderne, aux meilleurs standards internationaux. Ce projet ambitieux, qui devrait générer, à terme, un trafic annuel de 35 millions de tonnes de marchandises<sup>140</sup>, s'inscrit dans l'Initiative Atlantique portée par le Roi Mohammed VI<sup>141</sup>. Ce plan ambitieux vise à renforcer la connexion entre le Maroc et l'espace sahélien, via le développement d'infrastructures et d'activités économiques à partir du Sahara. Le port de Dakhla Atlantique a donc vocation à nouer des liens logistiques avec les plus grands ports d'Afrique de l'Ouest, dont Nouakchott, Dakar et Abidjan<sup>142</sup>. Selon Mounir Douari, directeur du centre régional d'investissement de Dakhla-Oued Eddahab, "pour les investisseurs qui veulent s'attaquer au marché subsaharien, Dakhla est sans doute le meilleur emplacement, notamment grâce à ses infrastructures". L'Initiative Atlantique représente ainsi une opportunité à saisir pour les investisseurs britanniques désireux de s'implanter durablement dans la zone sahélienne.

Le marché de la pêche peut également constituer une filière porteuse pour les intérêts britanniques, fragilisés par la perte de l'accès au marché halieutique de l'Union Européenne et par l'incapacité de conclure un accord avantageux sur la concurrence avec les pêcheurs européens. La pêche est en effet l'activité la plus répandue dans les provinces du Sud, engendrant 40% des revenus de la région, dotée d'une façade littorale de 667 km<sup>143</sup>. Des synergies peuvent ainsi exister pour permettre à ces provinces de bénéficier de l'expertise du Royaume-Uni en matière de valorisation et de transformation de la ressource halieutique<sup>144</sup>, et ainsi créer des emplois dans la ville de Dakhla, où les 15-34 ans représentent 65% de la population<sup>145</sup>. D'autres secteurs en croissance dans les provinces du Sud peuvent bénéficier des investissements britanniques, dont les énergies renouvelables, filière stimulée par le projet Xlinks détaillé plus haut, et le tourisme, pour lequel la région bénéficie d'un fort potentiel qui peut bénéficier aux grands noms de l'hôtellerie britannique, dont Whitbread et InterContinental<sup>146</sup>.

Plus concrètement et à court-terme, la UK Export Finance, agence gouvernementale de promotion et de garantie des exportations, pourrait spécifiquement créer un programme de garantie pour encourager les investissements britanniques dans la région saharienne. Et ce, afin de rendre le marché plus attractif et de contribuer au financement de projets ambitieux, générateurs d'opportunités économiques au plan local<sup>147</sup>. Là est un préalable au développement d'investissements croisés à plus grande échelle entre le Royaume-Uni et cette région en plein essor.

**En bref : Créer un programme de garantie spécifique de la UK Export Finance pour sécuriser les investissements britanniques dans la région saharienne, focalisé par exemple sur les secteurs les plus prometteurs, dont les infrastructures, la logistique, les énergies renouvelables, la pêche et le tourisme.**

<sup>140</sup> "Dix choses à savoir sur le nouveau port de Dakhla Atlantique", TelQuel, 15/12/2023, [Link](#)

<sup>141</sup> Nina Kowalski, "L'Initiative Atlantique de Mohammed VI, nouvelle pierre angulaire de la diplomatie marocaine ?", Jeune Afrique, 05/06/2024, [Link](#)

<sup>142</sup> El Mehdi Berrada, "Maroc-Israël : Dakhla, paré pour l'afflux de business américain", Jeune Afrique, 28/01/2021, [Link](#)

<sup>143</sup> Ibid.

<sup>144</sup> Ibid.

<sup>145</sup> Ibid.

<sup>146</sup> "Taille du marché hôtelier au Royaume-Uni", Mordor Intelligence, 2023, [Link](#)

<sup>147</sup> Shankar A. Singham, "Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential", Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

## Actionner une collaboration stratégique dans le secteur de la santé

Une synergie particulièrement forte entre les deux Royaumes est perceptible dans le secteur de la santé. En effet, le Royaume-Uni renferme de plus en plus de déserts médicaux. Malgré une augmentation du nombre de places en formation spécialisée pour les médecins généralistes, passant de 2 671 en 2014 à plus de 4 000 actuellement, ainsi qu'une hausse de 25% des places dans les écoles de médecine depuis 2018<sup>148</sup>, la croissance du nombre de médecins généralistes n'a pas suivi celle des besoins. Depuis la période pandémique, les contacts des patients avec les cabinets de médecins généralistes ont augmenté de 20% à 40%, en partie du fait des retards accumulés durant la crise sanitaire<sup>149</sup>. De plus, le temps consacré aux tâches administratives en dehors des consultations a augmenté de 50% depuis 2019, selon les enquêtes locales<sup>150</sup>. En conséquence, la satisfaction globale des patients vis-à-vis des pratiques médicales a chuté de 10% en 2022, notamment en raison de la difficulté accrue d'obtenir des rendez-vous<sup>151</sup>.

Du côté du Maroc, le gouvernement a réformé les études de médecine, réduisant leur durée de 7 à 6 ans<sup>152</sup>. D'aucuns estiment cependant que cette durée est insuffisante pour doter les étudiants d'une expérience adéquate. De plus, les médecins travaillant dans le secteur public marocain sont rémunérés environ 8 000 dhs par mois<sup>153</sup>, et ce, malgré des chantiers engagés de revalorisation de la rémunération de ces derniers<sup>154</sup>. Un salaire jugé relativement faible compte tenu de la sélectivité et de la durée des études. Dans ce contexte, les deux Royaumes pourraient envisager un partenariat pour envoyer des jeunes médecins marocains au Royaume-Uni pour une durée limitée, afin d'éviter la fuite des cerveaux. Cette forme de collaboration permettrait de soulager le système de santé britannique, et pourrait permettre aux médecins marocains d'acquérir une expérience solide complétant leur formation, ainsi qu'un salaire de début de carrière nettement supérieur aux standards marocains. Ce partenariat pourrait également inclure l'envoi de techniciens et d'ingénieurs marocains au Royaume-Uni pour se former aux dernières technologies en matière de santé et instaurer un système de partage de compétences. La coopération bilatérale peut également permettre la co-construction d'un complexe hospitalier dans les provinces du sud marocain, à proximité de l'Afrique de l'Ouest. Un tel investissement s'alignerait avec d'autres engagements dans la région, et pourrait servir de base pour des missions humanitaires dans les régions isolées d'Afrique de l'Ouest.

**En bref : Développer des partenariats gagnant-gagnant entre les deux nations, incluant l'envoi de jeunes médecins marocains au Royaume-Uni. Cette initiative permettrait de soulager le système de santé britannique tout en offrant aux médecins marocains une expérience solide et complémentaire à leur formation.**

<sup>148</sup> "Delivery plan for recovering access to primary care", National Health Service, Department of Health & Care, UK Government, 05/2023, [Link](#)

<sup>149</sup> Ibid.

<sup>150</sup> Ibid.

<sup>151</sup> Ibid.

<sup>152</sup> Basma Khirchi, "Les réponses aux questions fréquentes sur la réforme des études médicales", Médias24, 23/02/2024, [Link](#)

<sup>153</sup> Amine El Kadiri, "Vidéo. Réforme de la Santé : les médecins du public seront rémunérés à l'acte, selon Fouzi Lekjaa", Le 360, 01/11/2021, [Link](#)

<sup>154</sup> Ibid.

## Renforcer les ponts dans le domaine éducatif

Le domaine de l'éducation représente également un terrain à exploiter dans les relations bilatérales entre le Royaume-Uni et le Royaume Chérifien. En effet, en réponse à la demande croissante pour l'apprentissage de l'anglais au Maroc, le Ministère de l'Éducation Nationale a annoncé, en mai 2023, la généralisation progressive de l'enseignement de l'anglais dans les collèges. Cette initiative vise en partie à réduire l'écart entre les élèves des écoles privées, qui bénéficient la plupart du temps d'un enseignement conséquent de l'anglais, et ceux des écoles publiques, dont certains n'ont pas les moyens d'accéder à ces établissements ou à des instituts privés de langues<sup>155</sup>.

En règle générale, les études à l'étranger attirent la jeunesse marocaine, qu'elle provienne des écoles de missions étrangères ou du système éducatif marocain. En témoigne l'exemple de la France, qui a accueilli en 2022 près de 45 162 étudiants marocains<sup>156</sup>.

Dans ce contexte, le nombre d'étudiants marocains fréquentant les universités britanniques n'a cessé d'augmenter depuis les années 2000, avec un pic de délivrance de visas en 2021<sup>157</sup>. Selon les données du Home Office britannique, la population étudiante marocaine aurait progressé de 79% entre 2010 et 2021<sup>158</sup>. Et ce, en dépit du ralentissement lié à la pandémie, qui a entraîné une baisse significative des visas étudiants en 2020<sup>159</sup>.

Une étude récente publiée par Erudera<sup>160</sup> (2021) a démontré l'augmentation significative du nombre d'étudiants marocains entre les années académiques 2014-2015 et 2019-2020. Selon cette étude, les inscriptions sont passées de 645 étudiants en 2014-2015 à 975 en 2019-2020. Bien que les étudiants marocains représentent toujours moins de 1% du total des étudiants internationaux au Royaume-Uni, cette hausse positionne le Maroc au sixième rang des pays africains émetteurs d'étudiants dans l'enseignement supérieur britannique<sup>161</sup>. Environ les deux tiers des étudiants marocains au Royaume-Uni sont inscrits au premier cycle ; les études commerciales et de gestion sont les filières les plus plébiscitées<sup>162</sup>. Les trois principales destinations universitaires pour les étudiants marocains se situent toutes à Londres : City University of London, University of Westminster et University College London. Cependant, un défi majeur demeure : le coût de la vie et des études au Royaume-Uni. D'une part, les frais de scolarité varient considérablement, de 11 400 £ à 38 000 £ par an pour des études de premier cycle pour les étudiants internationaux. Pour les cycles supérieurs, ces coûts oscillent entre 9 000 £ et 30 000 £ l'année<sup>163</sup>. D'autre part, le coût de la vie est également élevé : il faut prévoir environ 1 300 £ à 1 400 £ par mois à Londres, ou 900 £ à 1 300 £ dans le reste du Royaume-Uni, pour couvrir les frais de logement, d'alimentation et autres dépenses courantes pendant les études<sup>164</sup>. À cela s'ajoutent les frais de visa et les coûts de déplacement, rendant l'accès aux études au Royaume-Uni financièrement inaccessible pour la plupart des jeunes marocains. Pour surmonter cette barrière financière, les universités britanniques, notamment celles du prestigieux triangle d'or, pourraient envisager la mise en place de bourses d'excellence. Ce système viserait à attirer les meilleurs étudiants marocains en leur offrant des opportunités de financement pour leurs études.

D'autres possibilités méritent d'être explorées, comme la mobilité partielle, une forme de collaboration entre les universités marocaines et britanniques. Un exemple récent de cette coopération est le partenariat entre la London Private Academy (LPA), The University Consortium (NCUK) et l'Université de Huddersfield<sup>165</sup>. Concrètement, ce programme permet aux étudiants de combiner deux ans d'études au Maroc, à la Casablanca

<sup>155</sup> Aurélie Collas, "Au Maroc, les jeunes préfèrent l'anglais au français", Le Monde, 02/06/2023, [Link](#)

<sup>156</sup> Myriam Cherti, "Chapitre 21. Les Marocains du Royaume-Uni. La résilience d'une communauté face aux changements", Marocains de l'Extérieur, 2021, [Link](#)

<sup>157</sup> Ibid.

<sup>158</sup> Ibid.

<sup>159</sup> Ibid.

<sup>160</sup> "Études supérieures : La France accueille la moitié des étudiants marocains internationaux", Hespresse, 11/01/2023, [Link](#)

<sup>161</sup> Myriam Cherti, "Chapitre 21. Les Marocains du Royaume-Uni. La résilience d'une communauté face aux changements", Marocains de l'Extérieur, 2021, [Link](#)

<sup>162</sup> Ibid.

<sup>163</sup> "Le coût des études et de la vie du Royaume-Uni", British Council, 2024, [Link](#)

<sup>164</sup> Ibid.

<sup>165</sup> Mina Elkhodari, "Enseignement supérieur : Quand les universités britanniques facilitent la mobilité des marocains", L'Opinion, 05/03/2024, [Link](#)

International Study Center<sup>166</sup>, après l'obtention du baccalauréat, et une troisième année à l'Université de Huddersfield, au Royaume-Uni. Ce type de collaboration vise à alléger le coût des études, les alignant sur ceux de l'enseignement privé au Maroc. De plus, les étudiants marocains bénéficient d'une bourse de 55 000 dhs lors de leur troisième année d'études en Angleterre<sup>167</sup>.

Une autre possibilité à envisager est l'implantation de campus délocalisés d'universités britanniques au Maroc. L'université de Coventry a montré la voie en 2023 en inaugurant son premier campus dans le pays, devenant ainsi le premier établissement universitaire britannique à s'implanter au Royaume. Ce nouveau campus est situé à Bouskoura, à proximité de Casablanca<sup>168</sup>.

**En bref : Atténuer la barrière financière des études au Royaume-Uni en créant des bourses d'excellence pour attirer les meilleurs étudiants marocains, et en développant d'autres initiatives telles que la mobilité partielle, et les partenariats bilatéraux entre universités.**

## Intensifier la coopération militaire et sécuritaire

Le Maroc évolue dans un contexte régional marqué par des tensions, notamment avec son voisin de l'est, l'Algérie, qui a considérablement accru ses dépenses militaires ces dernières années. Selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)<sup>169</sup>, les dépenses militaires de l'Algérie ont atteint un record de 18,3 milliards de dollars en 2023<sup>170</sup>. En comparaison, le budget militaire du Maroc pour la même année s'élève à 5,2 milliards de dollars. Dans ce cadre, un renforcement du partenariat avec le Royaume-Uni pourrait contribuer à renforcer la sécurité du Royaume. Pour sa part, le Maroc investit massivement la modernisation de son armement. Le pays a par exemple récemment acquis des systèmes israéliens Barak MX dans le cadre d'un contrat de 500 millions de dollars, ainsi que des drones Heron et Harop, et 19 drones turcs TB2<sup>172</sup>. En tant que grand exportateur d'armes, le Royaume-Uni pourrait tirer parti de cette tendance en établissant des contrats avec le Royaume Chérifien. Par ailleurs, les deux pays ont déjà collaboré dans des exercices similaires, notamment lors de plusieurs sessions de l'exercice African Lion, le plus grand exercice militaire en Afrique co-organisé par le Maroc et les États-Unis. Cette coopération dans des mises en situation d'ampleur doit être poursuivie et intensifiée.

Enfin, la collaboration entre les deux Royaumes peut également porter sur des questions de sécurité intérieure, spécialement à l'approche de grands événements internationaux tels que la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de 2025 et la Coupe du Monde de la FIFA en 2030. En effet, ces manifestations sportives requièrent une expertise particulière pour assurer la sûreté des participants et des spectateurs. Fort de son expérience dans la gestion sécuritaire de grands événements, dont les Jeux Olympiques organisés à Londres en 2012, le Royaume-Uni peut apporter une expertise précieuse en matière de planification et de mise en œuvre de stratégies sécuritaires.

**En bref : Renforcer le partenariat entre le Royaume-Uni et le Maroc dans le domaine de la sécurité intérieure, en vue de l'organisation d'événements internationaux majeurs au Maroc, dont la CAN 2025 et la Coupe du Monde de la FIFA en 2030.**

<sup>166</sup> "NCUK et l'Université de Huddersfield annoncent un partenariat pour l'enseignement supérieur britannique au Maroc", NCUK, 21/03/2024, [Link](#)

<sup>167</sup> Ibid.

<sup>168</sup> "Campus délocalisé de l'Université de Coventry", International Institutes of Engineering and Management, 2023, [Link](#)

<sup>169</sup> "About SIPRI", Stockholm International Peace Research Institute, 2024, [Link](#)

<sup>170</sup> Fadwa Islah, "Dépenses militaires : flambée en Algérie, baisse au Maroc", Jeune Afrique, 24/04/2024, [Link](#)

<sup>171</sup> Paul Iddon "Morocco procured Israeli and Turkish Weapons that Enabled Azerbaijan to Prevail Over Armenia", Forbes, 21/09/2023, [Link](#)

<sup>172</sup> «African Lion 2022», le plus large exercice militaire en Afrique, piloté par le Maroc et les USA", Euronews, 21/06/2022, [Link](#)

## **Conclusion :** **Quelle communauté de destins** **entre les deux Royaumes ?**

Le constat et les recommandations formulées par ce Policy Paper démontrent le terrain de synergies propice à une intensification de la relation diplomatique, économique et commerciale entre le Maroc et le Royaume-Uni. Dans un contexte favorable au resserrement des liens entre les deux Royaumes, ces derniers affichent des visions claires quant à leur développement international, et partagent de nombreux intérêts géoéconomiques. En tant que “connecteur” de la mondialisation, le Maroc est apte à ouvrir des débouchés commerciaux particulièrement porteurs pour la réorientation des intérêts stratégiques d’un Royaume-Uni encore marqué par les conséquences du Brexit. Le Royaume-Uni, quant à lui, peut permettre au Maroc un leapfrog technologique et commercial par le transfert de savoir-faire et l’investissement dans les chantiers stratégiques promus par le Roi Mohammed VI.

Malgré ces perspectives non négligeables, la centralité du Royaume-Uni dans les relations diplomatiques et commerciales du Maroc est limitée, au profit d’un autre Royaume qui reste intégré à l’Union Européenne. En effet, l’Espagne reste de loin le premier partenaire commercial du Maroc, captant 19,6% des exportations marocaines et cumulant 14,1% des importations du Royaume Chérifien en 2023<sup>173</sup>. Cette relation privilégiée se vérifie également sur le plan diplomatique, comme en témoigne l’entente personnelle entre le chef du gouvernement espagnol Pedro Sánchez et le Souverain marocain. L’Espagne a ainsi reconnu la marocanité du Sahara dès 2022<sup>174</sup>, alors que la position du Royaume-Uni reste partagée à ce sujet<sup>175</sup>.

La mise en oeuvre des recommandations ci-dessus n’a pas vocation à faire du Royaume-Uni le premier partenaire diplomatique et commercial du Maroc, mais à tirer profit du contexte actuel pour approfondir une relation avantageuse, fondée non pas sur un alignement politique total - ce qui serait contraire à la position marocaine de “connecteur” non-aligné de la mondialisation - mais sur le partage d’intérêts géo-économiques communs. L’accord bilatéral entré en vigueur en 2021 constitue une première étape du renforcement de cette coopération, et doit servir de base pour la libéralisation progressive des échanges entre les deux États, ainsi que pour la stimulation des investissements croisés dans les secteurs stratégiques. Cette amplification de la relation économique et commerciale bilatérale doit cependant être fondée sur une volonté politique, inspirée de l’entente affichée entre le Roi Mohammed VI et le Roi Charles III<sup>176</sup>. Alors que le prince héritier devenu Souverain britannique n’a effectué qu’une seule visite officielle au Maroc, en 2011<sup>177</sup>, une nouvelle visite, désormais royale, serait l’incarnation d’un renouveau durable dans la relation diplomatique et commerciale bilatérale.

<sup>173</sup> “Profil du commerce extérieur du Maroc”, Direction générale du Trésor, République Française, 13 décembre 2023, [Link](#)

<sup>174</sup> Valérie Demon, “Sahara occidental, le revirement historique de l’Espagne”, La Croix, [Link](#)

<sup>175</sup> “Maroc-Royaume Uni : le gouvernement britannique légitime les activités commerciales au Sahara”, TelQuel, 25/04/2024, [Link](#)

<sup>176</sup> “SM le Roi Mohammed VI félicite SM Charles III et SM Camilla à l’occasion de leur couronnement souverain du Royaume-Uni et reine”, Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l’Étranger, Royaume du Maroc, 06/05/2023, [Link](#)

<sup>177</sup> “Vidéos-Photos. Quand le roi Charles III rendait visite au roi Mohammed VI”, H24 Info, 06/05/2023, [Link](#)

## Bibliographie

Abdallah B., "Investissement en Afrique : le Maroc dépasse le cap des 800 millions de dollars", Maroc Diplomatique, 01/02/2024, [Link](#)

Addani J., "Le Gaz de Grand Tortue Ahmeyim, une aubaine pour la Mauritanie et le Sénégal", Jeune Afrique, 25/03/2024, [Link](#)

Adjiman L. et Cabot B., "Les conséquences économiques du Brexit pour le Royaume-Uni", Direction générale du Trésor, République Française, 30/04/2024, [Link](#)

Aklouf S., "Avec 111 milliards d'euros d'échanges, le commerce franco-britannique atteint des sommets", BFM Business, 13/06/2023, [Link](#)

Bakker JD., Datta N., Davies R., De Lyon J., "Brexit and Consumer food prices", Centre for Economic Performance, 2023, [Link](#)

Benadad H., "Par des investissements, les Américains renforcent leur reconnaissance de la marocanité du Sahara", Le 360, [Link](#)

Ben Salem M., "Géopolitique. Des investissements français au Sahara occidental ? Le Maroc jubile", Courrier International, 10/04/2024, [Link](#)

Berès P., et Matherat S., "Introduction", Revue d'économie financière, 10/2022, [Link](#)

Berrada E., "Maroc-Israël : Dakhla, paré pour l'afflux de business américain", Jeune Afrique, 28/01/2021, [Link](#)

Brei M., Jacolin L. et Noah A., "Risque de crédit et concurrence bancaire en Afrique sub-saharienne", Banque de France, 2018, [Link](#)

British Council Morocco, "300 Year Anniversary of the first UK-Morocco Treaty", 2021, [Link](#)

British Council, "Le coût des études et de la vie du Royaume-Uni", 2024, [Link](#)

Butler E., "Le Maroc mise sur l'hydrogène vert pour sa transition écologique", Euronews, 13/03/2024, [Link](#)

Cambridge Econometrics, "London's Economy After Brexit: Impacts and Implications", 01/2024, [Link](#)

Casablanca Finance City Authority, "Liste des membres", 2024, [Link](#)

Cherti M., "Chapitre 21. Les Marocains du Royaume-Uni. La résilience d'une communauté face aux changements", Marocains de l'Extérieur, 2021, [Link](#)

Chtatou M., "Un aperçu historique des relations entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni", [Link](#)

CNUCED, "Rapport sur l'investissement dans le monde 2023", 2023, [Link](#)

Collas A., "Au Maroc, les jeunes préfèrent l'anglais au français", Le Monde, 02/06/2023, [Link](#)

Collen V., "Barclays finalise la cession de sa filiale africaine à la bourse de Johannesburg", Les Échos, 02/06/2017, [Link](#)

Commission Européenne, “Accord Euroméditerranéen d’Association UE-Maroc”, 2000, [Link](#)

Commission européenne, “Règlement d’exécution (UE) 2022/1040 de la Commission”, 29/06/2022, [Link](#)

Commission européenne, “Accord de Samoa : l’UE et ses États-membres signent un nouvel accord de partenariat avec les membres de l’Organisation des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique”, 15/11/2023, [Link](#)

Conseil Économique, Social et Environnemental, “Nouveau modèle de développement pour les provinces du Sud”, 10/2013, [Link](#)

Curran E., Donnan S., Cousin M., Diey Tu Uyen N., Xuan Quynh N., Martewicz M., Averbuch M., Murray B., Lee A., Sihombing G. et Jiao C., “These Five Countries Are Key Economic ‘Connectors’ in a Fragmenting World”, Bloomberg, 02/11/2023, [Link](#)

Demon V., “Sahara occidental, le revirement historique de l’Espagne”, La Croix, [Link](#)

De Barochez L., “Maroc - Mohammed VI : un anniversaire et de nouvelles ambitions”, Le Point, 11/07/2019, [Link](#)

Department for Business & Trade and Department for International Trade, “Guidance Trade with Morocco”, UK Government, 01/2022, [Link](#)

31/10/2022, “ESA-UK economic partnership agreement (EPA)”, Department for Business & Trade and Department for International Trade, UK Government, [Link](#)

Department for Business & Trade, “16 November 2023: First working group of the UK-Morocco agriculture tariff review”, UK Government, 18/01/2024, [Link](#)

Department for Energy Security & Net Zero, “Net Zero Government Initiative”, UK Government, 12/2023, [Link](#)

Department for International Trade, “Joint Statement on UK, SACU and Mozambique EPA”, UK Government, 29/08/2018, [Link](#)

Direction générale du Trésor, “Profil du commerce extérieur du Maroc”, République Française, 13 décembre 2023, [Link](#)

Douet M., “Au Niger, le coup d’État a figé le projet pétrolier, avant que le business ne reprenne ses droits”, Le Monde, 11/01/2024, [Link](#)

Du J., et Shepotylo O., “UK exports suffered £12.4bn decline in 2021, largely attributed to non-tariff measures - new research”, Aston University, 14/06/2022, [Link](#)

Euronews, «African Lion 2022», le plus large exercice militaire en Afrique, piloté par le Maroc et les USA”, 21/06/2022, [Link](#)

El Jaï H., “CFC : le coeur de la finance africaine”, Le Brief, 22/10/2022, [Link](#)

El Kadiri A., “Vidéo. Réforme de la Santé : les médecins du public seront rémunérés à l’acte, selon Fouzi Lekjaa”, Le 360, 01/11/2021, [Link](#)

Elkhodari M., “Enseignement supérieur : Quand les universités britanniques facilitent la mobilité des marocains”, L’Opinion, 05/03/2024, [Link](#)

- El Ouardighi S., “Fret maritime : Comment Tanger Med est devenu le 1er port de la Méditerranée”, Médias24, 18/02/2021, [Link](#)
- Farine M., “Huw Pill, de la Banque d’Angleterre: ‘Notre système bancaire est solide’”, Le Temps, 03/04/2023, [Link](#)
- Feuerstein I., “Royaume-Uni : les statistiques officielles pourraient sous-estimer les effets du Brexit”, Les Échos, 10/02/2023, [Link](#)
- Feuerstein I., “Le commerce franco-britannique s’est redressé depuis le Brexit”, Les Échos, 14/06/2023, [Link](#)
- Feuerstein I., “Acier : Tata ferme ses hauts-fourneaux en Grande-Bretagne, 2.800 emplois en jeu”, Les Échos, 19/01/2024, [Link](#)
- Feuerstein I., “La Banque d’Angleterre prête à baisser ses taux dès cet été”, Les Échos, 09/05/2024, [Link](#)
- Foreign & Commonwealth Office, “UK to open new embassies in Chad and Niger”, UK Government, 29/08/2018, [Link](#)
- Gaynor N., “What are the Likely Implications of Brexit for Africa”, Dublin City University, 2018, [Link](#)
- Godin R., “L’économie britannique en récession et sans perspectives”, Mediapart, 16/02/2024, [Link](#)
- Goudenhooff C., “Le Brexit affecte le futur pipeline d’exportation du pays”, Le Soir, 24/03/2023, [Link](#)
- Goudenhooff C., “Le lent déclin industriel du Royaume-Uni : la faute au laisser-faire”, Le Soir, 27/03/2023, [Link](#)
- H24 Info, “Vidéos-Photos. Quand le roi Charles III rendait visite au roi Mohammed VI”, 06/05/2023, [Link](#)
- Hespress, “Études supérieures : La France accueille la moitié des étudiants marocains internationaux”, 11/01/2023, [Link](#)
- ICC International Maritime Bureau, “Piracy and armed robbery against ships”, 18/07/2018, [Link](#)
- Iddon P., “Morocco procured Israeli and Turkish Weapons that Enabled Azerbaijan to Prevail Over Armenia”, Forbes, 21/09/2023, [Link](#)
- IDN-InDepthNews, “Russia Shares UN Concerns about Rising Terrorism in Africa”, 03/02/2020, [Link](#)
- Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) “Récession”, 2024, [Link](#)
- International Institutes of Engineering and Management, “Campus délocalisé de l’Université de Coventry”, 2023, [Link](#)
- Islah F., “Dépenses militaires : flambée en Algérie, baisse au Maroc”, Jeune Afrique, 24/04/2024, [Link](#)
- Khirchi B., “Les réponses aux questions fréquentes sur la réforme des études médicales”, Médias24, 23/02/2024, [Link](#)
- Kigali International Financial Centre, “UK-Rwanda Business Forum”, 2024, [Link](#)
- Kowalski N., “L’Initiative Atlantique de Mohammed VI, nouvelle pierre angulaire de la diplomatie marocaine ?”, Jeune Afrique, 05/06/2024, [Link](#)

L'Écho, "L'exode se poursuit à la bourse de Londres", 06/03/2024, [Link](#)

Leke A., "Pourquoi il faut miser sur le secteur des services en Afrique", Jeune Afrique, 07/06/2023, [Link](#)

Le Monde et AFP, "Au Niger, mise en service d'un oléoduc géant vers le Bénin", 02/11/2023, [Link](#)

Le Site Info, "Véhicules électriques : la Team Maroc à la conquête d'un nouveau marché", 29/01/2024, [Link](#)

Les Échos et Reuters, "La production automobile britannique a atteint un pic de 17 ans", 26/01/2017, [Link](#)

Long Finance, "The Global Financial Centres Index", 2023, [Link](#)

Make UK, "UK Manufacturing. The facts : 2023", 2024, [Link](#)

Marzak A., "Liaison électrique Maroc-Royaume-Uni : le projet ne sera pas abandonné (Xlinks)", Le Matin, 12/03/2024, [Link](#)

Médias24, "Gazoduc Nigeria-Maroc : la première phase d'investigation topographique lancée", 13/05/2024, [Link](#)

Milliken D., Golovnya L., Entringer K., "Le Brexit coûte au Royaume-Uni plus de 160 milliards d'euros par an, selon Khan", Reuters & Challenges, 11/01/2024, [Link](#)

Ministère de l'Équipement et de l'Eau, "Nouveau port de Dakhla Atlantique au 31/10/2020", Royaume du Maroc, 31/10/2020, [Link](#)

Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, "Projet de Noor Ouarzazate II (200 MW)", Royaume du Maroc, 2016, [Link](#)

Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, "Feuille de route Hydrogène Vert. Vecteur de la Transition Énergétique et de Croissance Durable", Royaume du Maroc, 01/2021, [Link](#)

Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, "Énergies renouvelables", Royaume du Maroc, 2023, [Link](#)

Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, "Parc éolien de Tarfaya (300 MW)", Royaume du Maroc, 2024, [Link](#)

Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, "Solaire", Royaume du Maroc, 2024, [Link](#)

Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, "UK wants to make Morocco 'hub' and 'gateway' to Africa after Brexit", Royaume du Maroc, 22/01/2020, [Link](#)

Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, "Le Maroc et le Royaume-Uni tiennent la 1ère session de leur conseil d'association", Royaume du Maroc, 08/12/2021, [Link](#)

Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, "SM le Roi Mohammed VI félicite SM Charles III et SM Camilla à l'occasion de leur couronnement souverain du Royaume-Uni et reine", Royaume du Maroc, 06/05/2023, [Link](#)

Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, "SM

le Roi Mohammed VI a adressé, vendredi, un discours au 6ème sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA), qui se tient à Bruxelles”, Royaume du Maroc, 18/02/2024, [Link](#)

M’Jahed H., “Three Reasons the United Kingdom is increasing its presence in West Africa”, Policy Center for the New South, 11/03/2020, [Link](#)

Mordor Intelligence, “Taille du marché hôtelier au Royaume-Uni”, 2023, [Link](#)

National Health Service, “Delivery plan for recovering access to primary care”, Department of Health & Care, UK Government, 05/2023, [Link](#)

NCUK, “NCUK et l’Université de Huddersfield annoncent un partenariat pour l’enseignement supérieur britannique au Maroc”, 21/03/2024, [Link](#)

Office for National Statistics, “Manufacturing and production industry”, 2021, [Link](#)

Organisation Mondiale du Commerce, “Comprendre l’Accord de l’OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires”, 05/1998, [Link](#)

Pérou J., “Honda a vendu son usine de Swindon au Royaume-Uni”, L’Argus, 29/03/2021, [Link](#)

Piveteau A., “Le secteur automobile au Maroc. Manifestation locale d’une dynamique mondiale ou émergence industrielle décisive ?”, Made in Maroc, Made in Monde, 10/2020, [Link](#)

Robert V., “On n’évaluera pas le succès du Brexit sur le seul critère économique”, Les Échos, 15/02/2023, [Link](#)

Ruiters E. et Matsuert F., “Reset and Revitalize: UK-Africa Trade and Investment”, Tony Blair Institute for Global Change, 19/01/2024, [Link](#)

Signé L. et Johnson C., “The potential of manufacturing and industrialization in Africa. Trends, opportunities, and strategies”, Africa Growth Initiative, Brookings, 09/2018, [Link](#)

Singham S. et Abbott A., “Trade, Competition and Domestic Regulatory Policy”, Routledge, 29/03/2023, [Link](#)

Singham S., “Improving the UK-Morocco Relationship. Unlocking Untapped Potential”, Institute for Free Trade, 2024, [Link](#)

Suess J., “The UK’s policy towards Africa post-Brexit”, Policy Center for the New South, 05/2019, [Link](#)

Romero Ruiz S., “BMW va délocaliser la production de la Mini électrique en Chine”, L’Écho et Bloomberg, 15/10/2022, [Link](#)

Stockholm International Peace Research Institute, “About SIPRI”, 2024, [Link](#)

Suess J., “The UK’s policy towards Africa post Brexit”, Policy Center for the New South, 05/2019, [Link](#)

Tanger Med Port Authority, “Bilan de l’activité portuaire en 2023 : 8,6 millions de conteneurs traités soit 95% de la capacité nominale du complexe portuaire Tanger-Med, un résultat en avance de 4 ans par rapport aux objectifs”, 30/01/2024, [Link](#)

Tanger Med Special Agency, “La plateforme industrielle Tanger Med se classe 2ème zone économique spéciale dans le monde”, 2020, [Link](#)

Taylor R., “Promoting trade and business opportunities with Africa”, House of Lords, 25/10/2021, [Link](#)

TelQuel, “Maîtrise de l’anglais : le Maroc au 76e rang mondial, selon une étude”, 21/11/2023, [Link](#)

TelQuel, “Dix choses à savoir sur le nouveau port de Dakhla Atlantique”, 15/12/2023, [Link](#)

TelQuel, “Le secteur des services, premier pourvoyeur d’emploi au Maroc”, 19/03/2024, [Link](#)

TelQuel, “Maroc-Royaume Uni : le gouvernement britannique légitime les activités commerciales au Sahara”, 25/04/2024, [Link](#)

UK Fashion and Textile Association, “UKFT Guide to the UK-Morocco Trade Agreement”, 2021, [Link](#)

UK Government, “Agreement Establishing and Association between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Morocco”, 26/10/2019, [Link](#)

UK Government, “UK-AIS Commercial Deals”, Department for International Trade and Department for International Development, 20/01/2020, [Link](#)

UK Government, “Trade Remedies Service”, 2024, [Link](#)

Vedie H., “Le Nouveau Modèle de Développement des provinces du Sud : des réalisations à un rythme soutenu atteignant les objectifs fixés”, Policy Center for the New South, 24/03/2023, [Link](#)

Wall S., “La politique étrangère britannique après le Brexit : la géographie, c’est le destin”, Politique étrangère, 2020, [Link](#)

Wintour P., “Jeremy Hunt hopes to burnish his and UK’s credentials in Africa”, The Guardian, 29/04/2019, [Link](#)

# IMIS

Institut marocain d'intelligence stratégique

Tous droits réservés - 2024

Adresse : Km 3,5 Avenue Mohammed VI,  
Ensemble Saada, Bureau N°3, Souissi, Rabat  
Téléphone : +212537651679 - E-mail : [contact@imis.ma](mailto:contact@imis.ma)  
Twitter : @ImisMaroc / Facebook : IMISMaroc  
[www.imis.ma](http://www.imis.ma)